



Agricultures familiales

Atelier de travail
Montpellier, 2-3 février 1998

Cirad

Département territoires, environnement et acteurs

Agricultures familiales

Atelier de travail

Montpellier, 2-3 février 1998

CIRAD

Département Territoires, environnement et acteurs

Ce document, qui restitue un moment fondateur de notre programme de recherche, est dédié à notre collègue et camarade Benoît Goud.

Benoît Goud avait pris une part active dans la définition de ce projet collectif dont la problématique a porté son engagement personnel et professionnel.

Avertissement

Ce compte-rendu de l'atelier de travail organisé par le programme Agricultures familiales les 2 et 3 février 1998, quelques semaines après son lancement officiel, a pour objectif de faire connaître son domaine d'intervention et ses principaux thèmes d'investissement de recherche. Il a d'abord une vocation interne. Il restitue les différents exposés prononcés, à savoir : une présentation générale des orientations du programme ; plusieurs expériences thématiques ou géographiques qui constituent en quelque sorte son patrimoine de départ ; le résumé des interventions présentées par les invités extérieurs ; et enfin les principaux éléments de conclusion.

Ce compte-rendu constitue ainsi un document de référence sur le positionnement et les ambitions du programme à sa date de lancement, ainsi que sur les débats et commentaires qu'il suscite.

Les résumés des interventions des invités extérieurs ont été réalisés par l'équipe du programme et ont fait l'objet d'une validation et de corrections par les auteurs. Le programme reste seul responsable des erreurs et des imperfections qui demeurent et de l'hétérogénéité rédactionnelle liée à ce mode de restitution.

Sommaire

Introduction : problématique et perspectives du programme	
Agricultures familiales	9
B. LOSCH	
Interventions extérieures	
Les recherches sur l'agriculture familiale en France	17
P. LACOMBE	
Aborder la diversité des agricultures familiales autour de la Méditerranée	23
P. CAMPAGNE	
Les agricultures familiales, une réalité polymorphe et évolutive	26
H. LAMARCHE	
L'accroissement des contraintes sur les agricultures familiales	29
M. HAUBERT	
Une agriculture familiale pour un développement durable dans la zone transamazonienne	32
A. HALL	
Les dynamiques des agricultures familiales	37
R. ABRAMOVAY	
Interventions du programme	
L'appui à l'agriculture familiale au Brésil, le projet de coopération entre Embrapa et Cirad-tera	42
P. BONNAL, S. BAINVILLE, P. CARON, C. CERDAN, E. SABOURIN, D. SAUTIER	
Organisations paysannes et recompositions institutionnelles	56
P.M. BOSC, M.R. MERCOIRET	
L'émergence d'une recherche sur les systèmes agroalimentaires localisés	62
H. DEVAUTOUR, J. MUCHNIK, D. SAUTIER	
Conclusions de l'atelier	67
Annexes	
Programme de l'atelier	70
Liste des participants	71

Introduction : problématique et perspectives du programme Agricultures familiales

BRUNO LOSCH, Cirad-tera, Montpellier, France

Objectifs et contexte de l'atelier

Le programme Agricultures familiales a été mis en place à l'occasion de la réforme du Cirad entrée en vigueur au 1er janvier 1998. Cette réforme est l'aboutissement de plusieurs ajustements et recompositions engagés dès la création de l'établissement en 1985. La nouvelle organisation comprend 28 programmes regroupés dans sept départements : cinq départements "filière" (cultures pérennes, cultures annuelles, élevage, forêt, productions fruitières et horticoles), un département à vocation régionale (Cirad-tera) et un département d'appui à vocation thématique et disciplinaire (Cirad-amis).

Ces 28 programmes sont dédiés aux recherches sur les filières, sur l'écorégionalité et le développement régional et sur les différents champs disciplinaires mobilisés par l'établissement.

Le programme Agricultures familiales est un programme d'appui scientifique basé au sein du département Tera (Territoires, environnement et acteurs). Son mandat porte sur la production de connaissances et de méthodes dans le domaine des sciences sociales en général et des agricultures familiales en particulier. Parallèlement à ses propres axes de recherche, il intervient avec les autres programmes d'appui auprès des programmes "filière" et des programmes régionaux.

Ce programme de recherche sur les agricultures familiales n'est pas seulement issu des réflexions engagées en 1997 dans le cadre de la réforme. Il est aussi le produit de dynamiques d'équipes antérieures qui se sont associées pour porter un projet de recherche collectif dans le cadre et en fonction de la nouvelle organisation du Cirad.

Pour le programme Agricultures familiales, le défi des prochains mois sera bien de consolider son "projet". Sur la base des premières réflexions qui ont été engagées et qui ont conduit à sa validation dans le cadre de la nouvelle organisation du Cirad, il s'agit de promouvoir une structuration efficace, tant sur le plan scientifique que sur le plan opérationnel, de préciser les axes de recherche et de recherche en coopération, en association avec les autres programmes du Cirad et les partenaires extérieurs. C'est là tout l'enjeu de cet atelier de travail dont les objectifs sont :

- de discuter la pertinence des orientations retenues ;

- de renforcer les référentiels communs aux membres de l'équipe de recherche ;
- de préciser les choix d'investissement ;
- d'améliorer la lisibilité interne et externe du programme.

Cet atelier, dont nous avons souhaité la réalisation rapide dès les premières semaines d'activités du programme, a donc d'abord une vocation interne. Pour des raisons d'efficacité liées à la nécessité d'un débat, nous avons volontairement restreint – à regret – le nombre de participants. Ainsi, notre réunion rassemble bien sûr une grande partie de l'équipe de recherche, à l'exception de certains collègues d'outre-mer. Mais nous avons aussi voulu associer quelques collègues d'autres programmes plus particulièrement intéressés par nos axes de recherche et avec qui existent déjà des relations de travail. Enfin, nous avons choisi d'inviter plusieurs "personnes-ressources" extérieures au Cirad, reconnues pour leurs compétences sur le thème des agricultures familiales et dans le domaine des sciences sociales.

Ces invités, que nous remercions vivement pour leur participation, sont au nombre de sept. Il s'agit de Ricardo Abromovay, professeur à l'université de São Paulo ; Maxime Haubert, chercheur-enseignant à l'Iledes, Pierre Campagne, chercheur-enseignant à l'Iam, Philippe Lacombe, professeur à l'Ensam, qui participent tous trois à divers titres et depuis plusieurs années à l'évolution des recherches conduites au Cirad ; Hugues Lamarche, chercheur au Cnrs et enseignant à Paris X, et Antony Hall, de la London School of Economics, qui tous deux participent avec le Cirad à l'encadrement d'une recherche post-doctorale réalisée par Ribamar Furtado de l'université de Ceara (Brésil)

Leurs contributions nous permettront de recueillir des témoignages dans une double perspective : la diversité des contextes des agricultures familiales ; l'évolution des programmes et des techniques de recherche sur ce thème. Les exposés des chercheurs du programme permettront ensuite de présenter une partie du référentiel disponible, issu des travaux de recherche déjà engagés par le Cirad dans le domaine des agricultures familiales.

Le positionnement du programme : spécificités et objets de recherche

Parmi les différents programmes du Cirad, le programme Agricultures familiales possède l'originalité d'être centré sur les acteurs du monde rural. Il s'intéresse aux agricultures familiales, dans toute leur diversité, agricultures sur lesquelles reposent l'essentiel de la production agricole mondiale ainsi que la gestion de la majeure partie des espaces ruraux.

Le programme a pour objet principal de recherche l'étude dynamique des changements en cours qui caractérisent les agricultures familiales et leur environnement.

Une recherche centrée sur les acteurs

L'histoire des recherches françaises en agronomie et agriculture tropicale dont le Cirad est l'héritier a été fortement marquée par l'idéologie de la mise en valeur, idéologie qui privilégiait la production et les aménagements dans une perspective d'approvisionnement en produits. Dans cette optique productiviste, les conditions réelles de la production (techniques, économiques et sociales) étaient d'abord perçues comme des contraintes qu'il fallait résoudre, notamment par la mise en oeuvre de systèmes de production nouveaux (grands aménagements, périmètres agro-industriels) plaqués sur les réalités locales.

Le constat des résultats très mitigés en termes de transfert des techniques – au-delà de quelques

succès réels – a conduit à l'apparition progressive de recherches portant sur les conditions locales de la production (approches de développement rural intégré, étude des systèmes agraires, analyse de l'organisation des filières, etc.). Le Cirad a participé à cette évolution et les recherches en sciences sociales y ont gagné progressivement une reconnaissance puis une place effective.

Dans le cadre de la réforme de l'établissement, les différents programmes mis en oeuvre privilégient des entrées par filières, par grandes régions, par disciplines ou grandes thématiques, qui vont des politiques agricoles à l'agroalimentaire en passant par la gestion des ressources naturelles. Tous ces programmes s'intéressent bien sûr, à des degrés divers, aux acteurs du monde rural. Il est toutefois apparu souhaitable de pouvoir développer des recherches portant spécifiquement sur les acteurs individuels et collectifs dans leur diversité et sur leurs dynamiques d'adaptation aux changements en cours.

POURQUOI S'ÊTRE LIMITÉ AUX AGRICULTURES FAMILIALES ?

Contrairement à ce que pourrait laisser penser un examen rapide, retenir le domaine des agricultures familiales ne constitue pas une importante limitation du champ d'analyse, bien au contraire. En effet, plutôt qu'une catégorie restreinte, les agricultures familiales regroupent la majorité de la population agricole et rurale de la planète, au Nord comme au Sud. Elles occupent une place déterminante dans l'approvisionnement des marchés : tant pour les produits alimentaires destinés aux marchés intérieurs, à l'approvisionnement des villes et à l'exportation, que pour les grands marchés internationaux de produits de base, notamment tropicaux (café, cacao, caoutchouc), dont le Cirad s'est fait une spécialité. Les agricultures familiales structurent ainsi de nombreuses économies nationales des pays du Sud dont elles assurent souvent l'essentiel des recettes à l'exportation. Par leur ancrage dans la localité, elles tiennent un rôle central dans la gestion de l'espace et des territoires et dans celle des ressources naturelles. Les débats sur le changement global et l'évolution des écosystèmes ne pourront que renforcer ce statut privilégié.

Ainsi, loin d'être une catégorie limitée ou résiduelle, les agricultures familiales jouent et joueront, par leur position dominante sur les plans spatial, démographique et économique, un rôle déterminant dans l'évolution des économies agricoles et rurales et dans les dynamiques territoriales.

QUELLE DÉFINITION POUR LES AGRICULTURES FAMILIALES ?

En référence à ce qui précède, l'appellation "agriculture familiale" ne renvoie en rien à une vision passéiste ou conservatrice de l'agriculture. A des degrés divers, ces agricultures sont enchâssées à la fois dans les réalités économiques et sociales locales et dans la modernité des grandes mutations en cours.

Du fait de la multiplicité des interprétations possibles, leur définition est cependant essentielle sachant que la diversité sera la règle et qu'elle fonde pour partie l'intérêt d'un programme de recherche.

Le débat sur les agricultures familiales est fortement marqué par les référentiels idéologiques utilisés, tout comme par les angles d'analyse, puisque les définitions seront différentes selon que seront privilégiés les caractéristiques technico-économiques, le statut socio-professionnel, voire les classes sociales. Les appellations elles-mêmes varient selon les contextes puisque la notion d'*agricultura familiar* est privilégiée au Brésil, alors que l'Amérique hispanophone préfère *agricultura campesina* (paysanne) ; tout comme en France le débat a historiquement été occupé par l'évolution du statut de la paysannerie, y compris dans la définition des politiques agricoles. En Afrique, il n'existe pas d'appellation spécifique puisque l'agriculture dans son ensemble

relève de ce modèle commun ; toutefois, le repérage des dynamiques internes de fonctionnement de l'agriculture a conduit à identifier des unités de base emboîtées, distinguant les fonctions de production, de consommation, de résidence, et la notion d'unité de production familiale est désormais commune.

En fait, et de par la très grande diversité des situations locales, un des modes de définition de l'agriculture familiale consiste d'abord à énoncer ce qu'elle n'est pas, à savoir : les modèles d'agriculture d'entreprise basés soit sur l'actionnariat privé, soit sur la propriété publique ou collective de l'ensemble des moyens de production (qu'il s'agisse de certaines formules coopératives, des sociétés d'Etat ou des formes résiduelles de production liées aux situations nationales d'économie planifiée).

Une définition positive conduit à mettre en avant le lien central et privilégié entre l'activité agricole et l'organisation familiale, plus particulièrement en ce qui concerne le patrimoine, les moyens de production, la mobilisation du travail, et la prise de décision. La diversité des situations conduit à privilégier non pas un type idéal tel qu'énoncé par Chayanov, mais plutôt une multiplicité de configurations où le lien organique famille-activité reste central, même si les caractéristiques en termes d'organisation, de dotations en facteurs ou de propriété sont éminemment variables. Ainsi, dans cette acception large, les agricultures familiales concernent un gradient de situations allant du petit paysan sans terre à l'exploitation agricole mécanisée ayant recours au salariat.

En termes d'activités, ces agricultures couvrent une large gamme de fonctions puisqu'elles incluent bien sûr la production agricole et animale mais aussi l'extractivisme (chasse, pêche, cueillette), une partie variable de commercialisation et de transformation des produits, notamment la petite agro-industrie rurale, ainsi que des tâches liées à la gestion de l'espace et des ressources et à leur valorisation. Enfin, une caractéristique importante des agricultures familiales est leur forte propension à la pluriactivité : pluriactivité liée à la diversité des activités en milieu rural, mais aussi activités dans d'autres secteurs de l'économie, notamment par le salariat. Cette caractéristique a tendance à s'affirmer avec la proximité urbaine, l'amélioration des communications et la diminution de la place de l'agriculture dans l'économie nationale.

Une recherche centrée sur les mutations en cours et les adaptations au changement

La seule connaissance des agricultures familiales dans toute leur diversité ne constitue pas la finalité du programme. Son objet central est plutôt de comprendre les caractéristiques des changements en cours liés au phénomène de mondialisation et auxquels doivent s'adapter les agricultures, afin de mieux évaluer les opportunités et les contraintes, ainsi que les besoins spécifiques d'appui de chaque contexte.

LES MUTATIONS DU CONTEXTE DE L'ACTIVITÉ AGRICOLE

L'ensemble des agricultures de la planète est confronté à des mutations profondes sur le plan technique et organisationnel, économique et politique. Ces mutations s'initient et se développent d'abord au plan international et national, mais aussi au plan local. Elles induisent des recompositions majeures et la prise en compte simultanée de plusieurs niveaux de prise de décision et d'action.

Les mutations les plus fortes ou tout du moins les plus directes ont eu lieu au cours des quinze dernières années et s'expriment au niveau national. Elles ont vu le retrait des Etats de très nombreuses fonctions de production et d'appui et sont la conséquence des programmes

d'ajustement structurel et d'austérité économique mis en oeuvre de façon globalement homogène dans la totalité des pays. Ces programmes se sont traduits par l'arrêt des politiques de prix, d'aides et de subventions (intrants, crédit, stabilisation), par la fin des filières administrées et par un vaste mouvement de privatisations.

Au plan international, la libéralisation progressive des échanges et des marchés (dont l'aboutissement est la mise en place de l'Organisation mondiale du commerce) a abouti à la fin des grands accords internationaux sur les produits de base, à la disparition progressive des protections douanières et tarifaires et à la remise en cause des accords préférentiels. Cette évolution s'accompagne d'un renforcement du pouvoir des firmes, qui ont connu simultanément un mouvement de concentration important, notamment les industries utilisatrices des matières premières agricoles.

QUELLES CONSÉQUENCES POUR LES AGRICULTURES ?

Pour les agricultures, ces changements radicaux de l'environnement, qui remettent en cause plusieurs décennies de protection, se traduisent d'abord par un renforcement des contraintes.

La libéralisation s'accompagne en effet d'une concurrence accrue pour l'approvisionnement des marchés, aussi bien au plan intérieur qu'international. Elle s'accompagne également d'une forte croissance du risque lié à une instabilité renforcée des prix et des débouchés. Le retrait des Etats et le pouvoir accru des macro-acteurs privés internationaux issus des rachats et des fusions entre firmes, qui s'engagent tous dans des dynamiques d'intégration verticale, renforcent considérablement l'asymétrie d'information et de pouvoir de négociation au détriment des agricultures locales.

Cependant, ces changements sont aussi porteurs d'opportunités qu'il ne faut pas négliger. L'évolution de la demande et sa diversification en termes de qualité entraînent une segmentation progressive des marchés qui est favorisée par le mouvement de libéralisation. Ce phénomène offre la possibilité de mieux valoriser les caractéristiques propres (les ressources spécifiques) de chaque situation locale, qui constituent autant de réponses possibles à la mondialisation : la qualité des terroirs et des produits, les savoir-faire, les façons de produire ("écologiques", voire éthiques). Parallèlement, le retrait des Etats s'est aussi accompagné, dans de nombreux cas, d'une plus grande décentralisation des modalités de prise de décision, ou encore d'une démocratisation de la vie publique. Ce nouveau contexte politique offre des possibilités accrues d'organisations innovantes et autonomes aux plans sectoriel et local.

UN DÉFI MAJEUR D'ADAPTATION

Pourtant, même si de nouvelles opportunités existent, il ne faut toutefois pas surestimer les possibilités offertes aux agricultures familiales. S'adapter aux nouvelles caractéristiques des marchés, utiliser les marges de manoeuvre permises par une plus grande ouverture politique impliquent une mobilisation de moyens, un effort d'organisation et d'investissement qui souvent ne sont pas à la portée des agriculteurs et de leurs associations. Alors que les contraintes sont bien une réalité immédiate et s'imposent à tous de manière uniforme, rendant encore plus difficile les ajustements.

Pour les agricultures familiales, il existe ainsi un défi majeur d'adaptation qui constitue une condition *sine qua non* de leur survie. Au-delà des inévitables et nécessaires transferts de population entre secteurs de l'économie, le risque est grand, dans de nombreuses situations nationales, d'une marginalisation et d'une exclusion accrues, avec comme conséquences la paupérisation, l'exode rural, la dégradation des ressources et leurs corollaires que sont les

déséquilibres économiques, sociaux et politiques.

Cette adaptation implique de trouver de nouvelles modalités d'organisation et de coordination à la fois au sein des agricultures et dans leurs relations avec leurs différents partenaires en amont et en aval. Elle implique également de susciter, de créer et de mobiliser de nouvelles compétences qui sont impératives pour assurer et gérer les changements. De telles évolutions appellent des besoins précis en termes d'appui pour un renforcement des capacités techniques, mais aussi des capacités de gestion, d'organisation et de négociation des agriculteurs et de leurs associations.

Les domaines d'investissement privilégiés par le programme

L'analyse collective du contexte menée par l'équipe de recherche, les investissements antérieurs, les travaux et les partenariats engagés dans des situations géographiques ou sur des thèmes spécifiques nous ont conduit à retenir trois grands axes d'investissement. Nous nous limiterons à leur présentation sommaire puisque les exposés et les débats permettront d'y revenir plus longuement. Ces axes thématiques permettront d'alimenter un processus d'accumulation scientifique collectif portant sur les problématiques centrales du programme.

Trois axes thématiques

Ces trois axes sont présentés et détaillés dans la figure 1 qui permet de synthétiser l'ensemble des thèmes et sous-thèmes qui seront traités et développés dans des proportions variables par le programme, en fonction des priorités qui seront retenues et des moyens mobilisables.

LES STRATÉGIES DES ACTEURS ET LA PRISE DE DÉCISION

L'objet central de ce premier axe d'investissement porte sur la compréhension des situations locales. A partir d'une analyse conjointe des stratégies des acteurs individuels et collectifs et des opportunités et contraintes propres à chaque contexte, il s'agit plus particulièrement de repérer les facteurs de blocage aux changements. Cette analyse débouche sur une identification des moyens en termes de méthodes et de dispositifs permettant d'améliorer les performances des unités de production et de mieux maîtriser les innovations dans un environnement plus concurrentiel et plus instable.

LES ORGANISATIONS, LES INSTITUTIONS ET LES SERVICES À L'AGRICULTURE

Le deuxième axe s'intéresse aux recompositions en cours de l'environnement économique et institutionnel des agricultures. A partir d'une compréhension des mutations et de leurs conséquences, il s'agit là aussi de repérer les facteurs favorables ou défavorables à l'adaptation des agricultures familiales. Cette identification débouche sur une réflexion à deux niveaux portant sur :

- la réorganisation ou l'émergence de nouveaux services à l'agriculture en termes de formation et d'information, de commercialisation et d'approvisionnement, de vulgarisation et de recherche, de systèmes financiers ruraux ;
- la mise en oeuvre de nouvelles formes d'organisation socio-professionnelles et de nouveaux modes de régulation, tant sur le plan sectoriel que sur le plan territorial.

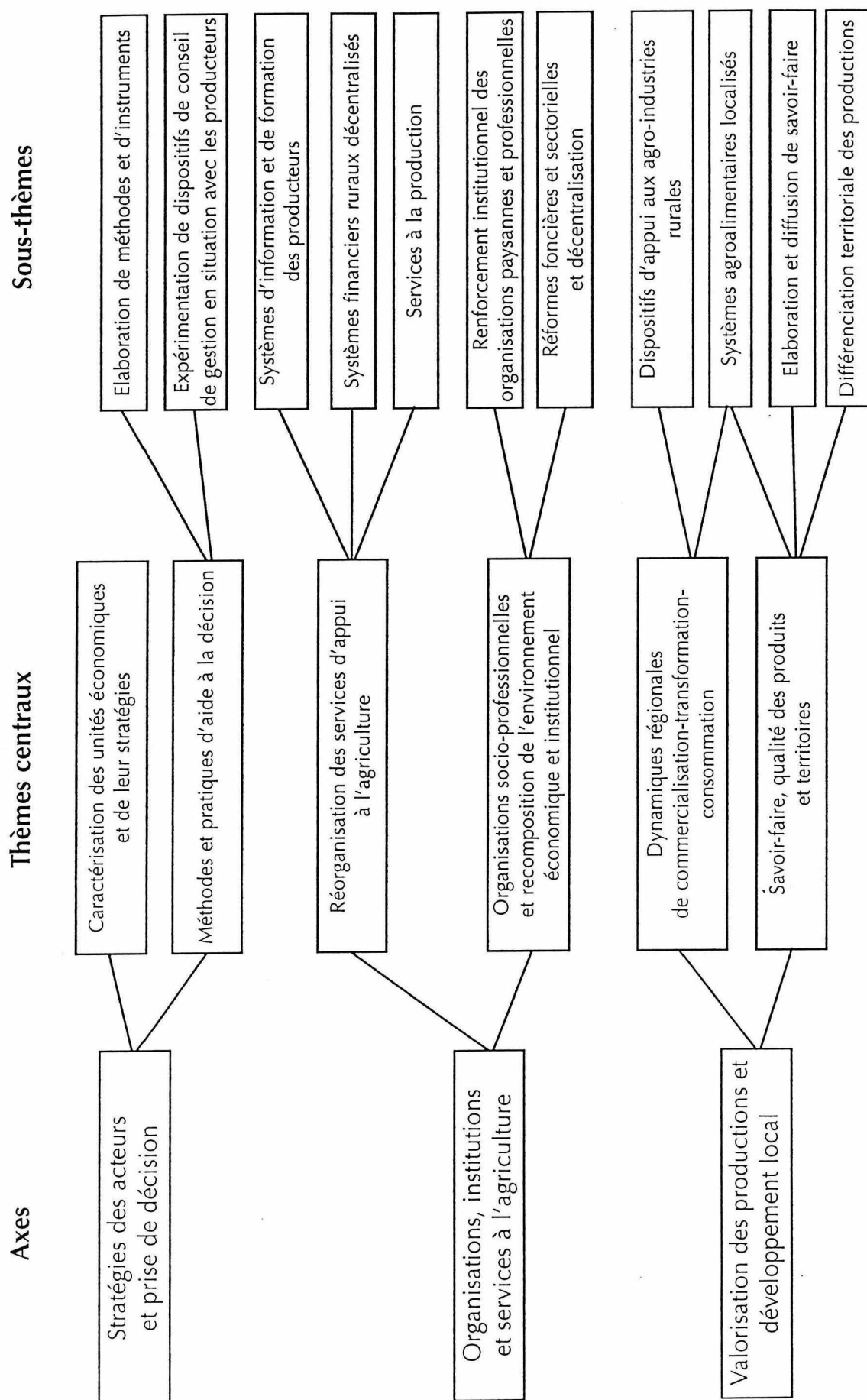


Figure 1. Thématiques principales du programme Agricultures familiales.

LA VALORISATION DES PRODUCTIONS ET LE DÉVELOPPEMENT LOCAL

Après une phase où la croissance économique avait été portée par la production de masse de produits standardisés, la spécification par une différenciation des qualités offre de nouvelles possibilités de valorisation des productions. Cette évolution, qui permet d'utiliser les réseaux de savoir-faire liés aux manières de produire, de transformer et de préparer les produits pour la consommation, constitue une opportunité nouvelle pour le développement local.

L'analyse en termes de systèmes agroalimentaires localisés fournit la possibilité d'identifier les conditions d'élaboration et de diffusion de ces savoir-faire locaux et de raisonner des dispositifs d'appui adaptés aux petites agro-industries rurales et à la promotion d'une différenciation territoriale des produits.

Des champs transversaux d'accumulation

Les trois axes thématiques du programme constituent des "entrées" privilégiées qui permettent d'analyser la diversité des agricultures familiales et de leurs environnements. Ils donnent la possibilité de mobiliser les différentes compétences du programme autour de son objet central de recherche et ils fourniront l'occasion d'analyses et de recherches-action collectives dans certaines situations géographiques spécifiques. Ces trois axes de recherche sont aussi le moyen d'alimenter un processus d'accumulation scientifique structuré autour de plusieurs thèmes transversaux pour lesquels les choix de méthode privilégient l'approche comparative de situations concrètes. Cette approche inductive permettra une théorisation partielle et une confrontation dynamique avec des corps théoriques constitués. A ce stade, le programme a retenu trois champs transversaux d'accumulation :

- l'analyse des formes de coordination entre acteurs aux différentes échelles auxquelles s'organisent la production, la transformation, la commercialisation et la consommation ;
- les conditions d'élaboration et d'évolution des mécanismes de régulation : procédures de concertation et de négociation entre acteurs, définition des compromis institutionnalisés au niveau sectoriel et territorial, recomposition des cadres juridiques et des rapports privé-public ;
- l'analyse des conditions d'émergence des innovations et les effets sociaux des changements techniques, économiques et organisationnels.

Les recherches sur l'agriculture familiale en France

PHILIPPE LACOMBE, Ecole nationale supérieure agronomique de Montpellier, France

Texte rédigé par F. Varlet d'après les notes prises pendant l'exposé de P. Lacombe

En France, l'importance de l'agriculture familiale tient non seulement à son rôle dans l'économie mais aussi à son statut dans la société et aux représentations politiques, voire religieuses, qu'elle suscite. Le thème de l'agriculture familiale anime ainsi le débat syndical, politique et scientifique depuis de nombreuses décennies. En fait, entre la dynamique de la réalité – celle des systèmes productifs ou des systèmes socio-politiques – et la dynamique de la recherche, il existe des liens, des interactions mutuelles, mais il existe aussi des décalages, des tensions... Il faut donc confronter ces deux dynamiques afin qu'il n'y ait pas une simple lecture à partir de la science. Cela étant, les problématiques de recherche ont évolué avec les problèmes de l'agriculture familiale. Deux époques peuvent ainsi être distinguées, les deux parties de cet exposé permettant de les comparer :

- au cours de la première période, le problème était de moderniser l'agriculture familiale pour augmenter la production, tout en réduisant la population agricole ;
- au cours de la seconde période, le projet agricole est plus incertain et le problème est de définir de nouvelles fonctions pour l'agriculture ainsi que la place des acteurs.

Agriculture familiale et modernisation : des menaces au succès

Dans les années 50, le progrès des sciences et des technologies a rétabli l'acuité d'un vieux débat opposant les marxistes et les libéraux : l'agriculture familiale est-elle un support ou un obstacle à la modernisation ? Peut-elle avoir un rôle actif ? A-t-elle un avenir ou est-elle une activité archaïque, condamnée à disparaître ?

A l'échelon microéconomique

A l'échelon microéconomique, le questionnement portait sur :

Les recherches sur l'agriculture familiale en France

PHILIPPE LACOMBE, Ecole nationale supérieure agronomique de Montpellier, France

Texte rédigé par F. Varlet d'après les notes prises pendant l'exposé de P. Lacombe

En France, l'importance de l'agriculture familiale tient non seulement à son rôle dans l'économie mais aussi à son statut dans la société et aux représentations politiques, voire religieuses, qu'elle suscite. Le thème de l'agriculture familiale anime ainsi le débat syndical, politique et scientifique depuis de nombreuses décennies. En fait, entre la dynamique de la réalité – celle des systèmes productifs ou des systèmes socio-politiques – et la dynamique de la recherche, il existe des liens, des interactions mutuelles, mais il existe aussi des décalages, des tensions... Il faut donc confronter ces deux dynamiques afin qu'il n'y ait pas une simple lecture à partir de la science. Cela étant, les problématiques de recherche ont évolué avec les problèmes de l'agriculture familiale. Deux époques peuvent ainsi être distinguées, les deux parties de cet exposé permettant de les comparer :

- au cours de la première période, le problème était de moderniser l'agriculture familiale pour augmenter la production, tout en réduisant la population agricole ;
- au cours de la seconde période, le projet agricole est plus incertain et le problème est de définir de nouvelles fonctions pour l'agriculture ainsi que la place des acteurs.

Agriculture familiale et modernisation : des menaces au succès

Dans les années 50, le progrès des sciences et des technologies a rétabli l'acuité d'un vieux débat opposant les marxistes et les libéraux : l'agriculture familiale est-elle un support ou un obstacle à la modernisation ? Peut-elle avoir un rôle actif ? A-t-elle un avenir ou est-elle une activité archaïque, condamnée à disparaître ?

A l'échelon microéconomique

A l'échelon microéconomique, le questionnement portait sur :

- la contribution des exploitations familiales à la croissance agricole ;
- les formes de coordination entre les exploitations familiales et les marchés, l'amont et l'aval ;
- les formes d'intégration du progrès technique aux exploitations familiales ;
- la taille des exploitations familiales.

La recherche s'intéressait également à l'organisation de la production, aux performances techniques et économiques, à l'évolution des comportements et aux phénomènes de stratification socio-économique. Certains auteurs, comme Mendras, ont encore étudié les conséquences de ces changements sur l'évolution de l'identité des paysans.

Une conclusion s'est dégagée de ces travaux : l'exploitation agricole familiale n'est pas absolument condamnée. Mais si elle ne l'est pas, ce n'est pas grâce à son caractère familial mais grâce à l'amélioration de ses performances. En outre, l'intégration croissante de capital montre que l'agriculture familiale ne se confine pas dans une situation de reproduction à l'identique : la réalité des exploitations familiales s'écarte du modèle de Tchayanov...

A l'échelon macroéconomique

A l'échelon macroéconomique, des mécanismes économiques "porteurs" ont été examinés, notamment :

- l'absorption de main d'œuvre par d'autres secteurs ;
- les gains de productivité (Malinvaud...) ;
- le rôle des prix...

Ces mécanismes semblaient conditionner "la fin des paysans" : l'agriculture allait devenir un secteur comme les autres, et les agriculteurs des producteurs comme les autres ; les spécificités liées au caractère paysan ou familial de l'agriculture allaient s'effacer avec l'intégration du progrès technique...

A l'échelon politique

A l'échelon politique, une pression sociale très forte s'est manifestée, au nom du refus de la prolétarianisation, au nom de l'attachement des organisations professionnelles agricoles à la famille ou en référence à la doctrine sociale de l'Eglise. Ces analyses ont cautionné l'évolution de la politique agricole et le modèle de "l'exploitation familiale modernisée" est devenu la référence (article 2 de la loi de 1960, Pisani, Debatisse). Ce modèle repose sur une identité très marquée : une famille = une exploitation agricole = une activité agricole de plein exercice = un revenu agricole exclusif devant financer la consommation et l'investissement. L'effectif de référence est de deux travailleurs par exploitation.

Le modèle de l'exploitation familiale modernisée traduit la formation d'un compromis entre les pouvoirs publics et la fraction la plus progressiste des forces paysannes militantes (le Cnja – Centre national des jeunes agriculteurs –, dont les membres s'étaient formés au sein de la Jac – Jeunesse agricole chrétienne), compromis qui s'est ensuite imposé à l'ensemble du monde rural par les lois d'orientation agricole de 1960 et 1962. Ces lois s'engagent à préserver le caractère familial des exploitations, contre la généralisation du salariat agricole. Mais en contrepartie, le principe de sélectivité est retenu pour gérer la réduction de la population agricole et pour inciter les producteurs à mettre en œuvre des techniques modernes.

Au lieu de s'opposer aux grandes tendances macroéconomiques, il a donc été choisi d'accompagner la transformation de l'agriculture. Un espace de liberté et de viabilité pour l'agriculture familiale a pu être identifié, mais les syndicats agricoles et les pouvoirs publics ont dû "cogérer" l'accès d'une partie des exploitations familiales à cet espace, en même temps que la disparition des autres.

Les concepts de recherche

Au cours des différents débats, le noyau dur des concepts mobilisés repose sur :

- le marché, les prix ;
- la productivité, les coûts, les économies d'échelle ;
- la coordination (premiers travaux), l'intégration verticale, les contrats ;

Ces concepts ont trait à la performance et à l'adaptation à la concurrence par la maîtrise des coûts.

Ce sont ces concepts qui ont amené certains économistes à dénoncer les menaces planant sur l'agriculture familiale, alors que d'autres ont montré qu'elle pouvait se maintenir, sous différentes conditions d'organisation ; ce que les politiques agricoles ont officialisé par des "compromis institutionnalisés".

Les techniques de recherche

Les techniques de recherche sont :

- la comptabilité d'exploitation, les systèmes d'information sur les exploitations, les centres de gestion ;
- la comptabilité nationale, les systèmes statistiques agricoles ;
- la programmation (exploration des logiques de comportement, de décision).

Conclusion sur la modernisation de l'agriculture familiale

Faut-il conclure à la convergence harmonieuse des dynamiques de la réalité et de celles de la recherche ?

La modernisation de l'agriculture familiale a fait l'objet d'une large approbation car elle a permis de satisfaire la croissance de la demande, d'améliorer le pouvoir d'achat des consommateurs via la baisse des prix consécutifs aux gains de productivité, d'améliorer les profits puisque le coût de reproduction de la force de travail s'est allégé... La création d'emplois non agricoles et les mécanismes de transfert de main d'œuvre ont également facilité la modernisation.

La cohérence de cette configuration est ainsi à l'origine d'une double légitimité : légitimité interne, à l'égard du monde agricole, et légitimité externe, dans le reste de la société. Mais cet accord n'est pas total, car le modèle a généré des exclus, puis, de plus en plus nombreux, des déçus du productivisme. La contestation s'est ainsi d'abord engagée sur une voie idéologique, mais elle est restée minoritaire au sein du mouvement syndical agricole et n'a pas eu d'effets significatifs.

La remise en cause du modèle dominant est surtout venue de deux constats de nature économique. Tout d'abord, l'exploitation familiale modernisée ne représente qu'une petite fraction de l'ensemble du système productif. Les recherches ont en effet souligné l'importance de la pluri-activité, de l'exploitation individuelle, de l'exploitation sociétaire... De ce point de vue, l'économie rurale française s'est enrichie au contact des recherches "tropicalistes", sur les systèmes de production et le repérage des unités économiques pertinentes (Amira, Cirad, etc.). Par ailleurs, les conditions de production ont changé progressivement, mais considérablement. Les coûts du soutien sont devenus trop lourds et il a fallu réformer la politique agricole commune. Qui plus est, les pressions internationales ont entraîné l'ouverture de l'économie et la suppression des protections très fortes dont bénéficiait l'agriculture familiale. Enfin, de nouvelles préoccupations sont apparues : qualité, aménagement de l'espace, environnement... Ainsi, les références de l'agriculture s'effondrent. De ce fait, les milieux agricoles sollicitent à

nouveau la recherche pour trouver de nouvelles références. Or, dans cette phase de succession ouverte, le successeur ne se dégage pas encore clairement. Sur le plan scientifique, la succession donne lieu à de nouvelles problématiques. Sur le plan politique, la succession est également engagée car la politique agricole commune (Pac) ne constitue pas une réponse durable. En effet, la Pac est particulièrement floue. Au nom du marché, elle transforme les agriculteurs en administrés, comme ils ne l'ont jamais été. Elle est conformiste, puisque, malgré des changements de modalités, elle continue à distribuer l'aide publique proportionnellement (ou presque) au capital détenu. Mais le fond du problème est d'identifier les nouvelles fonctions de l'agriculture.

Agriculture familiale et nouvelles fonctions : du succès aux menaces

Face aux opportunités et aux contraintes de la période actuelle, la question est posée du renouvellement ou de l'effacement de l'agriculture familiale. A la différence de la période précédente, le problème est d'abord posé par la voix de l'analyse macroéconomique.

A l'échelon macroéconomique

A l'échelon macroéconomique, il ressort que des ressources excédentaires sont engagées dans l'agriculture. Ainsi, la réponse du libéralisme "standard" est d'envisager leur transfert puisqu'on peut se passer d'elles dans l'agriculture : elles coûtent cher et elles perturbent le marché. Il faut laisser jouer la concurrence, supprimer les entraves, baisser les prix, réduire les soutiens, ouvrir les frontières, ne pas geler les terres... Cette position est critiquée. L'analyse du "cobweb" et des mécanismes de formation des prix (cf. Boussard) montrent en effet le risque d'un fonctionnement "chaotique" des marchés. Il faut également prendre en considération l'importance des externalités et celle des biens publics. On peut encore se demander si les fonctions de préférence doivent être définies comme la somme des choix individuels ou par rapport à un projet de société.

A l'échelon microéconomique

A l'échelon microéconomique, les travaux précédents et leurs critiques suscitent des recherches sur les formes innovantes actuelles. Trois thèmes principaux se dégagent :

- évolution des formes d'organisation en milieu rural : pluri-activité des ménages, exploitations individuelles, exploitations sociétaires, extensification, diversification des activités rurales ;
- stratégie des ménages : activités, revenus, épargne, investissement ;
- formes de coordination marchandes et non marchandes, développées par la théorie des contrats, la théorie des coûts de transaction ou la théorie des conventions.

Ces recherches sont nouvelles et renvoient à des préoccupations largement ignorées dans la période antérieure : espace et développement local, satisfaction de nouveaux besoins (qualité, environnement), alternative ou combinaison du marché et des organisations, administration de l'agriculture. En outre, le ménage devient un objet d'analyse et de discussion plus marquant que l'exploitation.

A l'échelon politique

A l'échelon politique, on est à la recherche d'un nouveau contrat entre l'agriculture, l'Etat et la société. En tout état de cause, il faut réussir à combiner les préoccupations relatives à l'emploi, à la cohésion sociale et à l'occupation du territoire. S'achemine-t-on pour autant vers une nouvelle loi d'orientation agricole ? Il en est question, ainsi que de la mise en place d'un système de "contrats territoriaux".

Les concepts de recherche

Les concepts utilisés par les travaux actuels marquent une évolution importante par rapport à ceux de la période précédente. Le marché est toujours au cœur des débats, mais on prend maintenant en considération les organisations et les diverses formes de coordination, les externalités et la gestion du non marchand, l'importance des biens publics et celle des actifs spécifiques.

Les techniques de recherche

Les techniques de recherche sont :

- les modèles de ménages ;
- les mesures et les modalités de prise en compte du non marchand ;
- l'évaluation des politiques publiques ;
- les systèmes d'information.

Conclusion sur les nouvelles fonctions de l'agriculture familiale

Cette période est marquée par l'absence de convergence entre ce qui se passe sur le terrain et la façon dont la politique le traite. La politique n'accompagne pas la diversité de ce qui se passe sur le terrain ; elle gère les débris du modèle précédent en essayant de le rendre présentable en face de la politique standard, de façon à pouvoir se présenter dans les négociations internationales.

Dans le champ de l'économie agricole, en France et en Europe, la recherche des alternatives de politique agricole est en recul devant l'idée selon laquelle tout sera réglé par le marché. En fait, la référence à la famille s'atténue pour ce qui est des politiques, car la famille n'est plus perçue comme une catégorie liée à la production agricole. Mais en même temps, cette référence à la famille s'accroît en sciences sociales car elle permet un rapprochement entre les recherches sur l'agriculture familiale et les recherches sur l'emploi ou les recherches sur l'espace.

Conclusion générale

Le fonctionnement de l'agriculture familiale repose sur la convergence de plusieurs facteurs :

- innovation technique accessible ;
- population agricole qui en tire intérêt ;
- conformité avec l'évolution du système socio-économique d'ensemble (déterminants macroéconomique, reconnaissance de légitimité).

Cette convergence existait pendant les "trente glorieuses" ; c'est loin d'être toujours le cas.

Ce fonctionnement repose également sur une combinaison originale entre le public et le privé. En effet, les pouvoirs publics interviennent sur l'organisation économique et sociale, sur la définition des produits, sur la gestion de l'environnement, sur le choix des pratiques agronomiques, sur les relations entre l'agriculture et les autres secteurs de l'économie... Face à la recomposition actuelle des relations entre le public et le privé, la tendance est de privilégier le privé. C'est pourquoi, aujourd'hui, le plus opportun est de s'intéresser à la sphère publique pour montrer en quoi elle est indispensable à la réussite de la sphère privée.

La correspondance stricte entre une exploitation et une famille s'atténue mais elle débouche sur une diversification plutôt que sur une rupture. Cette diversification est la base sur laquelle les relations entre le public et le privé doivent se recomposer. C'est en tous cas la perspective à retenir pour l'avenir de l'agriculture familiale.

Aborder la diversité des agricultures familiales autour de la Méditerranée

PIERRE CAMPAGNE, Institut agronomique méditerranéen, Montpellier, France

Texte rédigé par C. Bourdel et M. Dulcire d'après les notes prises pendant l'exposé de P. Campagne

Le réseau agriculture familiale comparée (Rafac) regroupe des chercheurs appartenant à des instituts de quatorze pays du bassin méditerranéen. Il s'est constitué de façon empirique à partir d'une conférence où diverses expériences avaient été présentées. La difficulté de comparer ces expériences et l'insatisfaction ressentie ont alors poussé les participants à s'organiser pour travailler de façon commune. Mais mener une analyse comparée signifiait d'abord "rendre comparable", c'est à dire définir un objet scientifique commun, "agricultures familiales", construire une problématique commune, et enfin pratiquer une méthode commune.

Y-a-t-il un objet scientifique commun "agricultures familiales" autour de la Méditerranée ?

Les chercheurs impliqués ont procédé empiriquement, en explorant les différences géographiques et historiques pour tenter d'aboutir à des critères communs.

Du point de vue géographique, les différenciations sont multiples et complexes. Sur la base de critères agroclimatiques, fonciers, concernant les structures agraires, les situations politiques et leur poids, cinq ensembles méditerranéens ont été construits : les quatre pays du Moyen-Orient, les pays d'Europe centrale et orientale (Peco), la Turquie, les trois pays du Maghreb, et enfin les cinq pays soumis à la politique agricole commune.

Historiquement, trois types de forme sociale de production sont à l'origine des "agricultures familiales" :

- les formes sociales de production domestique ;
- les formes sociales de production féodale ;
- les formes sociales de production "hydraulique".

Elles ont évolué sous l'effet des réformes agraires, des "socialismes" et des politiques agricoles vers ce que le réseau appelle la "forme sociale de production familiale marchande".

Trois critères majeurs caractérisent les formes sociales de production familiale marchande, malgré leurs différences géographiques ou historiques. Ils les différencient des autres formes sociales de production (d'Etat, capitalistes, formes sociales de production domestiques...), avec qui elles coexistent :

- une organisation de la production, de la consommation, et de l'accumulation dominée par les rapports sociaux familiaux ;
- une logique de fonctionnement de minimisation du risque (ou sécuritaire), orientée prioritairement vers la satisfaction des besoins des membres de la famille ;
- des stratégies familiales diverses, mais visant toutes à optimiser l'utilisation de la force de travail familiale.

La construction d'une problématique commune

La construction d'une problématique commune doit permettre d'élaborer des constats comparables et des hypothèses communes. Cette construction s'est faite tout d'abord en analysant les transformations et les dynamiques d'extension (progression, développement), de maintien ou de stagnation, ou de régression des formes sociales de production familiale marchande. Les invariants et les différences dans ces transformations ont été recherchés. La pluriactivité a été ainsi identifiée comme forme de "réalisation" de l'agriculture familiale, sous trois variantes :

- survie : inconnue des statistiques officielles car il faudrait définir la survie. Cette masse d'exploitations est de plus en plus réactive. C'est la pluriactivité qui permet la survie.
- subsistance : classique, les économistes la désignaient comme temporaire. Elle a été largement étudiée (cf P. Lacombe). C'est la pluriactivité qui permet la reproduction des conditions de reproduction.
- développement : une accumulation du capital est possible grâce à la pluriactivité. La pluriactivité ne veut donc pas dire uniquement précarité, elle peut permettre une subsistance durable, voire un développement durable.

Le comportement technologique face aux risques est un autre exemple de comportement commun. Les choix technologiques maximisent toujours la sécurité.

Pratiquer une méthode commune

Pour comparer des agricultures dont beaucoup connaissaient des bouleversements (ajustement structurel, réforme des Peco, de la politique agricole commune...), il fallait disposer de données comparables concernant les prix, la consolidation des politiques, les crédits et financements aux agriculteurs, le rural d'une façon générale. Cela n'allait pas sans difficulté, compte tenu de la diversité des nomenclatures, des séries, des unités de mesure : des données comparables ont donc été construites. Il a fallu ensuite construire un processus de travail commun basé sur des hypothèses communes, processus difficile quand on compare par exemple l'Albanie et le sud de la France. L'exigence de synthétiser les résultats a conduit à retenir l'espace zonal comme unité de base, c'est à dire une approche "méséo-économique spatiale". Ces résultats permettent à leur tour de nouveaux constats comparables, et de nouvelles hypothèses communes.

En conclusion, les enseignements de ce processus d'analyse comparée sont les suivants :

- l'existence d'invariants n'a rien d'évident : c'est dans le choix des objets scientifiques que ces

invariants apparaissent ;

- il faut du temps pour explorer les formes de réalisation des différences ;
- il faut aussi des pratiques de recherche particulières : chacun travaille chez lui, a son terrain de recherche (sa problématique ?), mais tout le monde a droit de regard sur les autres. Il y a là un changement radical dans les pratiques de coopération de recherche ;
- il faut avoir une volonté commune de se soumettre à des méthodes communes ;
- une grande abnégation est nécessaire: relire, corriger, synthétiser, comparer...

Les exploitations familiales, une réalité polymorphe et évolutive

HUGUES LAMARCHE, Cnrs, Université Paris X, Nanterre, France

Texte rédigé par B. Bridier d'après les notes prises pendant l'exposé de H. Lamarche

À la base de la démarche, une constatation commune : quels que soient les systèmes socio-politiques, les formations sociales et les évolutions historiques, dans tous les pays où un marché organise des échanges, la production est toujours plus ou moins assurée par des exploitations familiales. Mais dès le départ se pose un problème de définition. Quelles sont les caractéristiques de l'exploitation familiale et les formes de son adaptation ? Ces formes sont-elles constantes quel que soit le milieu socio-politique dans lequel elles se développent ?

Concepts et hypothèses

Définitions

L'exploitation agricole familiale est conçue comme une "unité de production agricole où propriété et travail sont intimement liés à la famille". L'interdépendance des trois facteurs – propriété, travail et famille – engendre des notions plus complexes liées à la transmission du patrimoine et à la reproduction de l'exploitation. L'exploitation est un objet social complexe, elle est une synthèse de diverses réalités économiques, techniques, sociales et culturelles. Toute analyse de l'exploitation agricole implique donc l'étude de ces différentes réalités :

- concernant la situation concrète : systèmes de production, systèmes fonciers et systèmes familiaux ;
- concernant les systèmes de valeur et de représentation (rapport aux techniques, au travail, à la terre, à la famille, etc.).

Pour cela, l'étude doit prendre en compte à la fois l'environnement local et global de l'exploitation.

La prise en compte de la dynamique temporelle

L'analyse de l'exploitation nécessite de la replacer dans sa trajectoire d'évolution. La grille de

lecture utilisée s'organise autour d'un axe défini par l'intégration au marché, dans son sens le plus absolu, c'est-à-dire à la fois sur les plans technico-économique et socio-culturel.

Chaque exploitation se positionne entre un modèle "originel" et un modèle "idéel". Le premier correspond à tout ce qui est hérité d'une situation antérieure, tandis que le second représente un modèle de référence, un but à atteindre, préconisé par la société globale. Entre ces deux extrêmes, de nombreuses situations intermédiaires existent, conformant autant de types d'exploitations (figure 1).

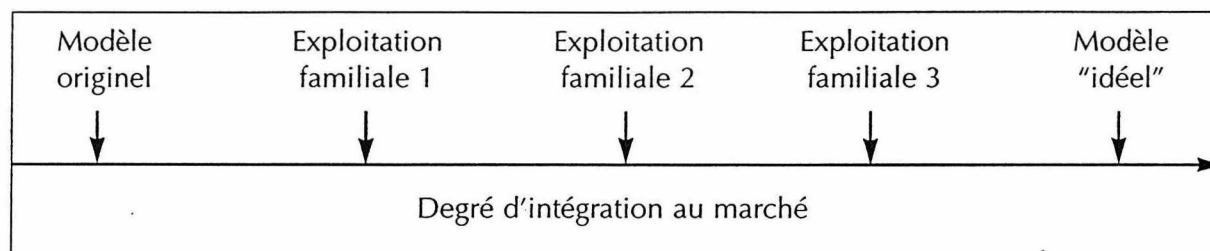


Figure 1. Trajectoire d'évolution de l'exploitation.

Dans le cas des pays occidentaux, l'exploitation paysanne peut être considérée comme le modèle originel, alors que l'exploitation entrepreneuriale est le modèle idéal. Les situations intermédiaires sont composées par les différents types d'exploitations familiales identifiables.

Les hypothèses sur les processus de différenciation entre les exploitations

Le fonctionnement des exploitations agricoles peut être défini à partir de deux logiques générales : la logique familiale et la logique autonomie-dépendance.

La logique familiale se concrétise par les stratégies patrimoniales, l'organisation du travail et les modes de reproduction de l'exploitation. La logique autonomie-dépendance est liée, quant à elle, aux rapports de l'exploitation avec le marché, les modalités de financement ou encore le degré d'investissement. Le modèle de fonctionnement résulte du croisement des deux dynamiques, lequel détermine quatre modèles théoriques (figure 2) :

- le modèle exploitation paysanne ou vivrière ;
- le modèle entreprise ;
- le modèle entreprise familiale ;
- le modèle alternatif (aux trois autres modèles) ou de transition (pour rejoindre l'un des trois autres modèles).

L'opération de recherche et les résultats

Pour valider cette grille d'analyse, une enquête a été réalisée auprès de plusieurs échantillons d'exploitations agricoles dans des contextes socio-économiques fort différents. Six pays ont été choisis : deux pays à économie avancée (France, Canada), un pays à économie capitaliste dépendante (Brésil), un pays en voie de développement (Tunisie) et 1 pays à économie planifiée (Pologne). Un questionnaire unique a été élaboré et utilisé, à partir d'un travail de concertation relativement délicat et difficile.

L'exploitation des données a permis d'identifier des types d'exploitation auxquels il est possible de donner un contenu sociologique. La limite de l'étude est l'absence de prise en compte de la dimension temporelle, puisqu'il s'agissait d'une enquête ponctuelle.

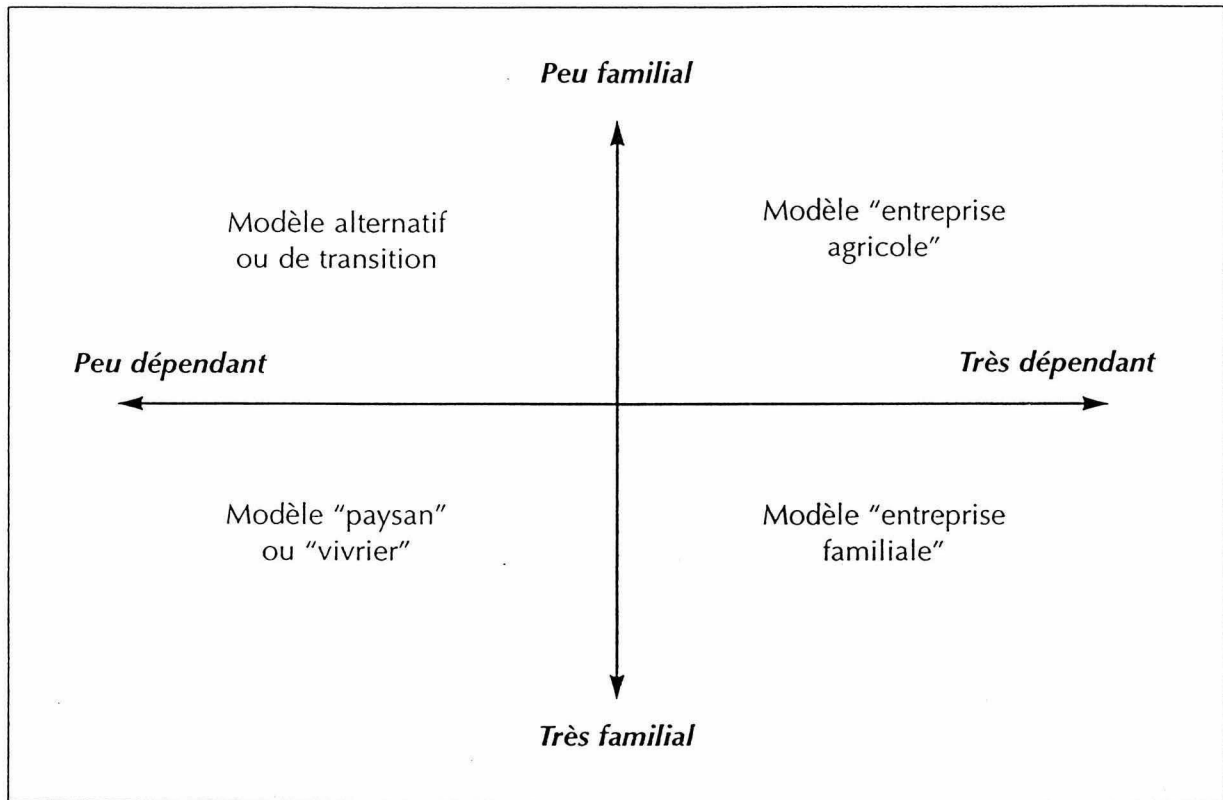


Figure 2. Modèles-types d'exploitations.

Pour pallier ce problème, une autre recherche a été entreprise mettant en perspective la situation de l'unité de production et le projet de l'exploitant. Le projet a été appréhendé avec la même démarche que celle utilisée pour la typologie des exploitations (logique familiale et logique autonomie-dépendance). Cette recherche a été conduite dans quatre pays européens : Portugal, France, Italie et Grèce, soit au total auprès de 733 exploitants.

Dans le cas de la France, seule une minorité d'exploitations agricoles, classées dans le modèle "entreprise", se sont projetées dans le futur dans le même modèle, alors que la grande majorité, 68 %, se sont imaginées appartenant au modèle alternatif. Sept pour cent des entreprises familiales pensent appartenir à la même catégorie dans le futur, alors que 40 % d'entre-elles se voient dans le modèle entreprise. Il est à noter que 50 % des exploitations classées dans le type alternatif considèrent qu'elles y resteront dans le futur. Si ce modèle correspond globalement à une volonté de moindre dépendance à la fois vis-à-vis du marché et de la famille, les formes de ce compromis sont multiples. Dans certains cas, il peut s'agir d'exploitations diversifiées cherchant à couvrir au mieux les besoins par l'autoconsommation ; dans d'autres cas, c'est la pluriactivité qui est choisie pour valoriser au mieux le travail familial.

Cette surreprésentation du modèle alternatif et sa relative importance dans les projets des agriculteurs laisse à penser qu'il s'agirait, en France, d'un nouveau modèle "idéel" qui viendrait supplanter le modèle entreprise tel qu'il est conçu dans une logique productiviste. C'est là naturellement une piste intéressante de recherche à venir.

L'accroissement des contraintes sur les agricultures familiales

MAXIME HAUBERT, Institut d'étude du développement économique et social (Iedes), Nogent sur Marne, France

Texte rédigé par N. Laudie d'après les notes prises pendant l'exposé de M. Haubert

Il est important, dans le contexte de libéralisation actuel des échanges à l'échelle mondiale, de reprendre la question de "l'inéluctable disparition des agricultures familiales" en l'appliquant aux pays du Sud. Il y a cependant de grandes difficultés à une approche comparative dans le cas de ces agricultures ; difficultés liées à l'extrême diversité des conditions de production et surtout de l'histoire des rapports sociaux dans lesquels elles sont "enchâssées".

Il faut tout d'abord insister sur l'extraordinaire capacité d'adaptation et d'innovation des agricultures paysannes et familiales, mise en évidence notamment lors du colloque international organisé à Chantilly par l'Iedes en 1996 sur le thème "Agriculture paysanne et question alimentaire". Les propos seront cependant ici focalisés sur les limites de cette capacité d'adaptation et d'innovation et donc sur les contraintes lourdes des agricultures familiales. La première partie traite des contraintes générales antérieures aux politiques de libéralisation. La deuxième partie aborde les contraintes spécifiques aux politiques de libéralisation. C'est pour mieux surmonter ces contraintes qu'il est impératif de les connaître.

Les contraintes antérieures aux politiques de libéralisation

Les contraintes antérieures aux politiques de libéralisation tiennent aux caractéristiques mêmes des agricultures familiales, qui sont :

- "enchâssées dans le social", la production étant donc déterminée en grande partie par les rapports sociaux internes au groupe considéré ;
- dominées par d'autres groupes sociaux, leur reproduction étant donc soumise aux fonctions qu'elles remplissent dans la société globale.

Par ailleurs, un certain nombre d'autres contraintes limitent fortement les potentialités des agricultures familiales :

- la pression démographique qui, à l'origine d'un morcellement des terres, fait émerger des

entreprises non viables et empêche tout dépassement des frontières agricoles sans dégradation de l'environnement ; le résultat est un exode rural massif, des conflits fonciers violents, une désertification accrue ;

- le plafonnement de plus en plus évident des effets de la révolution verte ;
- la déstructuration des sociétés locales, qui se traduit par une dislocation des structures sociales organisant la production agricole, par une déculturation, par une dévalorisation du métier de paysan et par une disparition des religions du terroir ; or, une fois détruites les sociétés paysannes, on ne peut pas les recréer par décret (cf. Russie, Cuba...) ;
- l'évolution du modèle d'accumulation et de la politique globale, qui se traduit par une préférence de plus en plus marquée pour le modèle productiviste et une dépendance croissante des producteurs par rapport à des acteurs extérieurs (Etat, bailleurs de fonds internationaux, mais aussi organisations non gouvernementales).

Ces différentes contraintes, quand elles ne handicapent pas les capacités d'adaptation et d'innovation, peuvent conduire à des adaptations ou à des innovations régressives (par exemple, l'appauvrissement des systèmes culturels) ou à des adaptations ou des innovations qui ont des effets pervers pour les agriculteurs familiaux (par exemple, les recettes obtenues de leur production pour l'exportation peuvent servir à financer des exploitations "modernes" de type capitaliste ou des importations de produits alimentaires et donc à exclure les petits producteurs du marché national).

Les contraintes spécifiques aux politiques de libéralisation

L'avènement des politiques néo-libérales s'est traduit par une évolution du questionnement portant sur les agriculteurs familiaux. Alors qu'auparavant les analyses s'interrogeaient sur la fonctionnalité des producteurs agricoles familiaux pour le système capitaliste, désormais, la question qui se pose est "comment se débarrasser en douceur de ces petits producteurs inutiles ?", la libéralisation des échanges permettant notamment au Nord d'approvisionner le Sud à moindre coût, et cela d'autant plus que les écarts de productivité tendent à se creuser (écart de 1 à 500 entre le moins productif du Sud et le plus productif du Nord).

Il faut remarquer que les effets négatifs des politiques néo-libérales touchent beaucoup plus les "petits producteurs familiaux" que les "agriculteurs capitalistes". Malgré l'idéologie du retrait de l'Etat, celui-ci continue d'appuyer le secteur agricole capitaliste.

Pour les agriculteurs familiaux, les processus et politiques de libéralisation se traduisent généralement par une aggravation importante des contraintes auxquelles ils font face : diminution ou suppression des appuis publics (subventions, services de recherche, vulgarisation, crédit, approvisionnement, commercialisation...), amputation des investissements dans les infrastructures, législation favorisant la propriété privée et donc la concentration foncière, concurrence souvent déloyale des importations et de l'aide alimentaire, etc. Par ailleurs, les programmes d'ajustement ont habituellement pour conséquence un effondrement des systèmes financiers et une dépression de la demande interne. Il y a donc pour les petits producteurs un accroissement considérable des coûts et des risques, ce qui condamne beaucoup d'entre eux à la disparition ou à des activités "de survie".

Il est important à cet égard de souligner les différences entre la situation actuelle des pays du Sud et celle des pays du Nord où se sont développées des agricultures à base familiale. Contrairement à ce qui s'est passé par exemple en France, où l'Etat a encouragé la création

d'organisations professionnelles agricoles capables d'assurer la cogestion de l'agriculture, les pays du Sud ont freiné l'engagement des producteurs dans un mouvement social. De manière plus générale, les conditions qui ont permis les révolutions agricoles sur la base de la production familiale dans les pays du Nord (interventionnisme public fort en matière d'infrastructure, de crédit, de vulgarisation, marchés en expansion, révolution technique, possibilité pour la main-d'oeuvre agricole rendue excédentaire par l'accroissement de la productivité de trouver un emploi dans le secteur urbain-industriel ou d'émigrer dans les "pays neufs"...) ne sont pas réunies dans les pays du Sud.

Conclusion

Si l'on adoptait une vue pessimiste, on pourrait penser que l'avenir de l'agriculture familiale est limité à certaines "niches" : les secteurs à base de travail et ceux où n'existent pas d'économies d'échelle (café) par exemple, la production de denrées destinées au marché local et en particulier les denrées périssables, la production de produits tropicaux non substituables, l'agriculture biologique, l'agriculture pluriactive, les cultures "illicites"...

Une agriculture familiale pour un développement durable dans la zone transamazonienne

ANTHONY HALL, London School of Economics and Political Science, Londres, Royaume-Uni

Traduction par Christian Bourdel du texte présenté par Anthony Hall

Les changements politiques et économiques, à l'échelon national et global, ont entraîné de nouvelles contraintes importantes pour le secteur de la petite agriculture. L'objet de cet exposé est de présenter les liaisons entre le système d'exploitation et son environnement physique.

Des conditions d'accès stables et garanties aux ressources naturelles, terrestres et aquatiques, constituent un facteur vital pour les populations rurales. Or, ces populations voient les menaces s'accumuler, dues aux pressions liées à la recherche d'intérêts à court terme et aux investissements spéculatifs, mais aussi aux pratiques souvent inadaptées des petits producteurs, face à des politiques qui ne leur sont pas favorables et qui ne leur offrent guère d'alternative. La question devient cruciale en environnement fragile, comme en forêt amazonienne où la destruction du socle de ressources naturelles a des conséquences très négatives sur le niveau de vie des populations, et devient irréversible si aucune action concrète n'est engagée à un stade précoce du processus.

Parmi les nombreuses définitions et interprétations sur le développement durable, je proposerai celle-ci, adaptée au présent contexte : "un développement qui permet l'utilisation productive des ressources naturelles pour une croissance économique et un accroissement du pouvoir d'achat, tout en assurant la conservation de la biodiversité et de la sociodiversité, parties intégrantes du processus". Cette définition introduit la dimension sociale de l'environnement. J'ai appelé ce processus "conservation productive" ; il connaît depuis une dizaine d'années une avancée importante dans les pays en développement, signe de la faillite des politiques traditionnelles de protection pour répondre aux besoins du développement, et des frustrations des groupes de petits producteurs, partout dans le monde, qui ont réagi devant leur exclusion politique et les menaces croissantes de leur niveau de vie dans la spirale de destruction écologique. La situation des familles de paysans qui se sont installées à partir des années 70 le long de la Transamazonienne en est un exemple.

Le développement en Amazonie

L'Amazonie a constitué un champ d'action pour le développement, tant régional que national, dès le XIXe siècle avec l'exploitation du caoutchouc et la construction de la grande route Belem-Brasilia à la fin des années 50. Mais c'est l'arrivée du régime militaire en 1964 qui plaça l'Amazonie au centre de l'intervention politique et économique du gouvernement brésilien.

Des ranches d'élevage fortement subventionnés et d'importants centres miniers, regroupés en pôles de développement, devaient favoriser les exportations et promouvoir l'emploi, les bénéfices de cette modernisation étant supposés irriguer la région. Il s'agissait de limiter le poids d'intérêts étrangers, de susciter la modernité pour combattre le retard lié à la tradition, et de réduire l'influence du gouvernement et des politiciens de l'Etat.

Un autre objectif était de se donner une marge de manoeuvre, pour répondre à la forte pression d'un nombre croissant de paysans pauvres et sans terre. Dans le nord-est, des sécheresses périodiques et le développement du ranching ont provoqué une concentration, chassant les petits paysans, alors que dans le centre-sud l'expansion de la révolution verte mécanisée du blé et soja eut le même effet, attisant la demande des dépossédés pour de nouvelles terres. La fourniture de "terre sans hommes à des hommes sans terre" constituait une opportunité, évitant une réforme agraire radicale. Le projet transamazonien sur 5 000 km prévu en 1970 annonçait une "colonisation sociale" où les intérêts des petits paysans devaient être privilégiés. L'agence Incra devait installer dans des villages aménagés 100 000 familles en 7 ans ; un autre plan d'installation était prévu dans l'Etat de Rondonia, le plan Polonoroeste, sur financement de la Banque mondiale.

Les résultats catastrophiques de ces politiques ont été largement décrits dans de multiples études : faibles performances, reconcentration des terres chez les éleveurs de bétail et les spéculateurs, conflits fonciers, déforestation, manque d'infrastructures... Malgré ces résultats, la région attira de nombreux migrants : entre 1960 et 1991, la population du nord-est a cru de dix millions, soit une augmentation de 300 %, dont la moitié en zone rurale. La conséquence de cette politique est la présence de près d'un demi million d'agriculteurs pratiquant la culture sur brûlis. Ce mode d'exploitation serait responsable de 30 % de la déforestation amazonienne (outre l'activité des ranchs, des spéculateurs, des exploitants de caoutchouc, la construction de routes et les mines).

Le problème est que cette méthode d'exploitation traditionnelle, viable et pratiquée par de nombreuses générations, ne l'est plus quand la concentration de population dépasse un certain seuil. Que ce soit naïveté ou malice, les organismes de recherche firent l'hypothèse que les méthodes pratiquées dans le nord-est et le centre-ouest pouvaient être transposées avec succès en Amazonie. Les conséquences, tant écologiques que sur le niveau de vie des populations, ont été largement développées dans la littérature. Comment promouvoir un modèle de développement plus durable ?

Une exploitation durable dans la zone transamazonienne

Parmi les méthodes nouvelles plus viables, l'agroforesterie apparaît comme la voie majeure à explorer. Le seul cas ancien et documenté de Tomé-Açu, une communauté de descendants japonais de l'Etat du Pará venue dans les années 1920 du sud du Brésil, est un exemple réussi d'agroforesterie. Les autres sont trop récents et embryonnaires pour autoriser des conclusions.

Le long de la Transamazonienne, la recherche a commencé à Marabá, un des terrains les plus importants de l'Incra, qui connaissait de sérieux problèmes de déforestation, de concentration

foncière, d'expulsions, de violence et de pauvreté. Un cycle typique de quatre phases fut mis en évidence par les chercheurs

- arrivée : défrichage de trois hectares pour implanter riz et manioc, complémenté par la chasse et la vente de droits d'exploitation de bois à des compagnies ;
- développement : au bout de cinq années, une plus grande surface de forêt est défrichée, la richesse est investie dans le bétail et la terre exploitée en pâturage ;
- consolidation : les cultures annuelles sont étendues pour financer l'acquisition de cheptel, on détruit davantage de forêt ;
- crise : il n'y a plus de forêt disponible pour remplacer les pâturages dégradés, les rendements diminuent, l'exploitant doit acquérir des terres nouvelles ; on est rentré dans un cercle vicieux.

Maraba

Le Cat (Centre agro-environmental des Tocatins) a été mis en place en 1988, résultat de la collaboration entre chercheurs de l'Université fédérale du Pará et les agriculteurs. Unis par leur combat pour l'accès à la terre, ceux-ci réalisèrent que leurs méthodes de culture condamnaient leur niveau de vie et l'avenir des générations futures. Le Cat comprend un centre de formation, l'union rurale des agriculteurs (Fata) et l'antenne de recherche (Lasat).

La Fata a été mise en place pour représenter l'ensemble des petits agriculteurs dans le programme et développer de nouvelles initiatives dans les domaines de la production, du marketing et du crédit. Une coopérative (Cocat) fut également mise en place en 1993 dans ce but. La Fata a voulu développer une activité en agroforesterie, en complément de l'agriculture sur brûlis. En 1991, un projet agroforestier démarra, avec un financement de la Coopération britannique, pour des pépinières de démonstration où les agriculteurs pouvaient obtenir des semences pour démarrer leur plantation.

Avec l'assistance du Gret (Groupe de recherche et d'échanges technologiques) et de l'Orstom (Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération), le Lasat adopta une approche système pour établir un diagnostic des systèmes de production et du cycle conduisant à une crise. La philosophie du Lasat est de maximiser le revenu à court-terme en améliorant des techniques bien connues, en culture de riz ou élevage. Approche différente de celle des fermiers, qui souhaitent mettre l'accent sur l'agroforesterie. Les chercheurs du Lasat étaient réticents sur l'efficacité d'une combinaison associant cultures annuelles et exploitation de produits forestiers. D'où des conflits qui handicapèrent la mise en oeuvre du projet.

La commercialisation du riz a été un succès pour 500 paysans, mais a été critiquée car cassant la solidarité du groupe en exacerbant la concurrence, et en n'encourageant pas la diversification. Le projet agroforestier a concerné 300 exploitants ; il a connu un retard important ; la diffusion de semences n'a commencé qu'en 1996.

D'autres expériences en Amazonie laissent penser qu'avec des financements et une organisation appropriée, l'agroforesterie est viable économiquement et supprime les besoins d'une agriculture sur brûlis. Néanmoins, plusieurs problèmes se posent, en particulier fournir des produits forestiers correspondant à des standards acceptables aux plans sanitaire et de la qualité, faire face à des prix fluctuants, transporter des produits hautement périssables sur de longues distances, ne pas saturer les marchés.

Altamira

En 1993, avec un financement de l'Union européenne, une antenne du Cat fut établie à Altamira, à 1 000 km à l'ouest de Maraba. Le programme Paet, partenariat entre le Gret,

l'Orstom et la recherche brésilienne (Cpatu – *Centro de Pesquisa Agroflorestal da Amazônia oriental* – de l'Embrapa– *Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária*) associe une structure représentant les petits agriculteurs : la Mpst. Comme à Marabá, des liens étroits existent avec l'Université fédérale du Pará pour la recherche à destination des petits producteurs. Mais plusieurs caractéristiques différencient ce projet de celui de Marabá. Contrairement au Cat, aucune équipe importante de cadres n'est venue gréever le budget. Ensuite, la Mpst s'est développée en réaction au désintérêt manifesté par l'Inra entre 1970 et 1980 ; l'organisation n'a pas été créée comme la composante d'un programme. Enfin, l'approche de recherche du programme Paet a été plus participative et a mieux permis de prendre en compte les demandes des paysans. La programmation était plus souple et a conduit à :

- la définition d'un nouveau modèle de développement pour remplacer le module standard de l'Inra ;
- l'introduction de la traction animale et de la petite mécanisation ;
- un appui à la transformation et commercialisation des récoltes ;
- la formation des jeunes agriculteurs ;
- la définition de nouvelles politiques dans la zone agroécologique de la Transamazonienne, et une recherche adaptée aux systèmes de production, incluant l'agroforesterie.

Les enseignements à tirer de ces projets

Même si les résultats de ces deux expériences peuvent paraître à ce jour limités, il faut les replacer dans leur contexte. Cat et Paet représentent des initiatives novatrices, par rapport au paradigme officiel de la recherche latifundiaire. D'où de multiples difficultés financières, politiques et culturelles pour faire prendre en considération le développement durable des petits agriculteurs, en permettant une augmentation de leurs revenus tout en préservant le couvert forestier.

Quelques leçons peuvent être tirées de ces expériences.

1. Des solutions locales négociées : la fragilité des écosystèmes impose cette concertation forte entre agriculteurs et chercheurs pour inventer des solutions locales spécifiques.
2. Diversification : il s'agit d'adapter ou introduire dans les systèmes de production des technologies qui permettent de stabiliser la population et de réduire le taux d'abandon des terres épuisées. Mais des techniques de prélèvement, ou d'agroforesterie, peuvent être proposées en complément des activités de production agricole et d'élevage.
3. Implication des agriculteurs : une participation active de mouvements organisés d'agriculteurs est fondamentale pour articuler les demandes des exploitants dans un forum négocié. Cela évite que la programmation soit faite au bénéfice d'une minorité et d'acteurs indifférents à la protection des ressources. Cela permet aussi d'utiliser pour l'intérêt général le capital de connaissances traditionnelles détenu par les familles et les communautés.
4. Collaboration multi-institutionnelle : de telles expériences n'ont aucune chance d'aboutir sans la collaboration d'institutions variées, chacune apportant sa contribution originale au processus de changement adapté
 - les organisations de producteurs articulent les besoins, l'accès aux ressources naturelles, et coopèrent avec les chercheurs en apportant leur propre expérience et savoir traditionnel ;
 - les chercheurs, en négociant avec les producteurs, doivent analyser les dynamiques des systèmes existants et explorer la faisabilité de voies alternatives combinant tradition et modernité.
 - les agences d'aide, bilatérale ou multilatérale, aussi bien que les organisations non

gouvernementales (Ong), jouent un rôle essentiel en apportant les moyens financiers et techniques indispensables ;

- les Ong locales apportent un appui complémentaire, dès lors que leurs objectifs sont en phase ;
- les institutions nationales et régionales sont très importantes, dans leur appui financier et institutionnel pour légitimer les nouveaux paradigmes.

Conclusion

La dernière décennie a vu émerger de nouvelles initiatives pour développer des pratiques permettant d'améliorer le revenu des petits agriculteurs, tout en préservant les ressources naturelles. Il y a une forte préoccupation de la part des exploitants face aux dégradations de leur environnement, mais la voie est étroite et difficile. Il faut d'abord résoudre ce conflit entre les priorités des chercheurs pour préserver l'environnement à long terme, et les besoins urgents d'amélioration du niveau de vie des exploitants. Si l'importance de l'organisation des producteurs a été soulignée, il faut rappeler que la solidarité qui les unit ne résiste pas toujours à la dispersion géographique et à certaines décisions politiques, à un manque de leaders et de capacité de gestion, parfois à la corruption. Les chercheurs, eux, n'acceptent souvent la participation paysanne que du bout des lèvres.

La fragilité de ces projets est aussi liée à d'autres facteurs. La dépendance à des financements extérieurs est trop forte ; les gouvernements des pays concernés doivent inventer de nouveaux mécanismes pour assurer une certaine pérennité à ces fonds. La recherche ne sera guère utile si l'environnement n'est pas viable (conditions de production, accès au crédit, infrastructures de mise en marché). Sans être développées ici, d'autres conditions doivent être évoquées : garantie d'accès au foncier (ce qui signifie priorité à une réforme foncière en Amazonie), établissement de la valeur des sols forestiers en fonction de leur capacité productive, et non des spéculations qui peuvent y être pratiquées, à partir de l'élevage ou de la culture.

Les dix prochaines années seront déterminantes pour vérifier si une stratégie de conservation productive peut être viable, ou n'appartient qu'au domaine du rêve.

Les dynamiques des agricultures familiales

Ricardo Abramovay, université de São Paulo, Brésil

Texte rédigé par D. Sautier d'après une première version de R. Abramovay et les notes prises pendant son exposé

L'objectif de cette réunion est que nous puissions exposer les fondements théoriques et méthodologiques de nos programmes de recherche. J'aimerais profiter de cette occasion non seulement pour vous exposer les idées centrales qui sont à la racine du programme de recherches dont je fais partie, mais aussi pour vous soumettre des questions et des doutes. Je dois dire que je suis de moins en moins d'accord avec l'image employée par Thomas Kuhn selon laquelle les chercheurs ne mettent pas en cause les bases théoriques de ce qu'ils font : au contraire, j'ai le sentiment que, dans les sciences sociales, nous le faisons tout le temps.

C'est la raison pour laquelle je vais diviser cet exposé en deux parties : tout d'abord, je vais parler des bases sur lesquelles je travaille sur l'agriculture familiale depuis quelques années, pour vous exposer ensuite aussi bien des continuités que des points de doutes et même peut être de rupture avec ces mêmes bases théoriques.

Les bases théoriques d'un programme de recherche

L'idée d'agriculture familiale répond à un paradoxe : en agriculture, contrairement à tous les autres secteurs de la vie économique, le poids du travail salarié est non seulement minoritaire, mais a très clairement baissé dans les pays capitalistes les plus avancés au cours de ce siècle. Les données sont connues et cette constatation me paraît constituer une sorte de point de départ de cette réunion elle-même.

Mais pourquoi, me demanderez-vous, pour parler du Brésil, dois-je commencer par citer la structure sociale de l'agriculture dans les pays industrialisés ? Pour mettre en évidence qu'il ne s'agit pas d'un héritage du passé, d'une forme sociale qui sera fatalement dépassée par le travail collectif de type industriel.

C'est une constatation historique qui, pour nous latino-américains, possède une indéniable dimension émancipatrice : lorsque nous parlons d'agriculture familiale, nous critiquons le *latifundium*, l'idée selon laquelle les grandes extensions territoriales fondées sur le travail salarié à large échelle sont le prototype même du développement capitaliste. Il s'agit au fond de montrer que les familles qui ont accès à la terre peuvent non seulement produire leur propre

alimentation, mais avoir un poids important dans l'offre agricole, dans la stratégie nationale de croissance agricole. Au fond, sous l'angle théorique, l'idée d'agriculture familiale n'est pas sans rappeler la notion mise en avant par des théoriciens comme Amartya Sen et Michael Lipton, et qui ont donné lieu au concept de développement humain du Pnud (Programme des Nations-Unies pour le développement) : élargissement des possibilités, des chances qu'ont les individus d'avoir accès aux conditions qui leur permettront de participer à la vie sociale et de faire des choix.

Cette façon d'envisager l'agriculture familiale est bien différente de celle qui correspond à la tradition latino-américaine où l'on parlait d'agriculture "paysanne" ou de petite production. Il y a évidemment un côté sémantique et conventionnel dans ces distinctions. Mais je pense qu'il vaut la peine de mettre en relief la définition que Frank Ellis dans son livre de 1988 fournit de l'économie paysanne, parce que cela nous aide à comprendre différentes formes d'existence de l'agriculture familiale. Ce qui caractérise l'agriculture paysanne, d'après Ellis, c'est qu'il s'agit d'unités familiales de production qui ont une intégration partielle à des marchés incomplets. Plus qu'une caractéristique macroéconomique, l'idée de marchés incomplets évoque un environnement social et économique fondé sur des liens personnalisés entre vendeur et acheteur, sur la fusion des marchés de produits, de crédits et d'intrants, et au fond sur la dépendance de nature fortement clientéliste qui existe entre le paysan et les forces sociales par lesquels il se rapporte au marché. C'est par ailleurs la raison pour laquelle, à mon avis, on ne peut guère parler d'agriculture de subsistance ; la logique des unités paysannes n'est pas de produire pour la consommation et de vendre l'excédent, mais plutôt le contraire : de produire pour celui auprès de qui on s'est endetté et de manger l'excédent.

Je pense qu'il est intéressant de rappeler que cette définition économique d'Ellis va exactement dans le même sens de celle donnée par les anthropologues qui ont travaillé sur les paysanneries, comme Redfield, Kroeber, Shanin, et va même avec l'idée de Mendras de société d'interconnaissance.

Pendant un certain temps, en Amérique latine, la question agraire a consisté justement à réfléchir sur l'articulation entre ces formes sociales clairement non capitalistes avec le système capitaliste. L'influence des thèses althusseriennes à propos de l'articulation des modes de production a été immense dans le continent, peut être plus qu'en France même. On tendait à croire à une espèce d'articulation parfaite et fonctionnelle entre la prospérité et la misère : la production paysanne permettait que des produits alimentaires soient offerts sur le marché à des prix inférieurs à ceux qui auraient été pratiqués par des entreprises capitalistes, ce qui aiderait, évidemment, à l'accumulation de capital. Ce n'était pas une vision purement brésilienne ; le livre d'Alain de Janvry de 1981 et ceux du mexicain Roger Bartra vont exactement dans le même sens. Et on en parlait non seulement pour l'agriculture, mais aussi pour l'autoconstruction.

Mais il y a là, dans ces thèses qui parlaient de la fonctionnalité de la petite production pour le capitalisme, un problème : comment se fait-il qu'un aspect de la vie économique aussi important que la détermination du taux des salaires puisse être déterminé par un secteur social aussi fragile que l'économie paysanne ? C'est là qu'un peu partout en Amérique latine, on a constaté deux choses importantes. Tout d'abord, l'idée selon laquelle l'offre agricole était concentrée chez les "petits producteurs" n'était pas toujours vraie. L'organisation des informations selon la valeur de la production montrait ce que l'on pouvait attendre d'une économie marchande : l'offre se concentrait dans les unités à plus forte valeur de production. La mise en avant de ces données a déçu beaucoup de monde, et un auteur brésilien a dit que nous étions passés du "*Small is beautiful*" des années 1970 au "*Big is efficient*" des années 1980. Par ailleurs, dans plusieurs régions et plusieurs pays, on voyait l'essor d'un secteur que l'on appelait petite production marchande capitalisée ou petite bourgeoisie, dont les traits étaient très différents de ceux qui étaient mis en avant quand on parlait de paysannerie et de petite

production. L'idée que l'inverse de la "petite production" était la grande exploitation avec de nombreux salariés n'était pas vraie non plus.

Je ne vais pas m'étendre sur cette histoire du mouvement des idées, mais essayer d'en dégager les principales conséquences théoriques. Que la petite production, la paysannerie disparaisse, cela semblait indéniable ; mais en même temps, il était de plus en plus évident qu'un secteur très dynamique, avec une grande capacité d'incorporation de technologie, qui ne se comportait pas comme le paysan "*risk-aversion*", très lié à des marchés nationaux et internationaux, se développait, occupant une position très importante dans la structure sociale, dans l'offre agricole et, de plus en plus, dans la vie politique même du milieu rural.

Les explications théoriques sur cette spécificité de la structure sociale du développement agricole contemporain évoquent trois éventails de questions, très proches entre elles, et qu'il me semble intéressant de rappeler, puisque d'une façon ou d'une autre elles sont à la racine de l'explication même de l'existence (et du potentiel) de l'agriculture familiale.

Il y a tout d'abord une explication que l'on 'pourrait appeler technique. L'agriculture est une activité d'une nature telle qu'elle se prête mal à l'avancée de la division du travail. Il n'y a pas de vraie économie d'échelle en agriculture. Le terme tellement répandu dans la littérature latino-américaine d'industrialisation de l'agriculture sous-estime le poids des facteurs naturels et biologiques dans ce secteur et ses conséquences sur sa structure sociale.

Il y a ensuite une explication politique. Dans les pays capitalistes les plus avancés, l'agriculture familiale a été une invention de la politique agricole moderne. C'est l'explication mise en avant surtout par Servolin.

Il y a enfin une explication fonctionnelle. Cette invention de l'agriculture familiale est importante, car sans elle, nous aurions des crises permanentes. Dans les pays les plus avancés, un pacte s'est mis en place. C'est l'explication qui met en relief l'idée de fordisme en agriculture et qui a été importante aussi bien en France qu'aux Etats-Unis (article de Sociologia Ruralis, d'innombrables travaux français). C'est l'idée d'un important historien de la politique agricole américaine, Williard Cochrane, qui ne parle pas de "fordisme", mais qui a une explication schumpeterienne pour la diffusion technologique en agriculture. Son explication est très proche de celle de Jean-Marc Boussard : l'offre agricole a une nature aléatoire dont la conséquence est le besoin permanent d'une intervention régulatrice de la part de l'Etat, au nom même des principes de l'économie du bien-être. Sans cette intervention, les prix agricoles subiraient des fluctuations tellement importantes que les consommateurs paieraient un prix plus élevé que ceux qu'ils paient sous la forme fiscale du soutien aux revenus agricoles.

Cinq thèmes

J'aimerais soulever cinq questions, cinq thèmes qui sont en rapport avec des travaux auxquels je participe avec plusieurs collègues et institutions au Brésil, et essayer d'en dégager, très rapidement, les aspects théoriques et méthodologiques.

La politique agricole

Les politiques agricoles contemporaines seront de moins en moins des politiques directes de soutien aux revenus par le biais de l'intervention publique sur les prix des produits et des facteurs de production, comme le montrent les changements survenus dans les politiques agricoles aux Etats-Unis et en Europe. Peut-on avancer une explication théorique à ce

changement de nature de la politique agricole ? Je pense que les courants liés à la théorie des conventions essaient de le faire. Dans la mesure même où l'agriculture s'oriente vers des produits de qualité qui ont des marchés spécifiques de clientèle, les filières remplissent cette fonction de régulation de l'offre agricole et rendent toute politique de stabilisation des prix inefficace et dérisoire. Reste à savoir (et il est curieux que ce thème n'apparaisse pas dans le livre de Robert Boyer et Gilles Allaire) pourquoi les fonds dégagés pour le soutien direct des revenus demeurent si importants en Europe.

Pour nous – et je parle là sur la base d'une recherche du Programme national brésilien de renforcement de l'agriculture familiale (le Pronaf) – le point intéressant est que la lutte sociale contre les effets de la libéralisation agricole ne s'est pas traduite fondamentalement par des demandes de protection de marché ou de soutien de prix, mais surtout par la demande de l'élargissement de l'accès au crédit et au marché pour les agriculteurs familiaux. Vous ne verrez pas le mouvement syndical brésilien revendiquer des prix de soutien, mais manifester pour obtenir le changement des politiques et des institutions locales qui bloquent l'accès des agriculteurs au crédit et au marché. Nul ne met en doute le besoin de restructuration des unités familiales pour qu'elles soient à même d'élargir leurs possibilités de participation aux marchés, mais il faut leur en donner les moyens. Si, pour employer le même terme dont s'est servi Philippe Lacombe pour parler de l'Europe, un contrat de modernisation se fait entre la société et l'agriculture familiale (et au fond c'est là le sens du Pronaf), il n'aura sûrement pas pour fondement des politiques de soutien de revenus comme cela s'est fait en Europe.

Les agriculteurs familiaux

Cela nous mène au deuxième thème fondamental : qui sont les agriculteurs familiaux ? Ou en d'autres termes : quelle est la nature et le résultat des procès très diversifiés de différenciation des agriculteurs familiaux ? Il y a plusieurs essais statistiques dans cette direction. Celui de la Fao a établi un concept d'agriculteur familial ; ce sont les exploitations qui emploient au maximum un salarié permanent et pas plus d'une certaine quantité de temporaires par mois, etc.). Puis une fois défini cet univers, on l'a partagé en trois : les agriculteurs périphériques, puis les agriculteurs "en transition" et enfin les "consolidés". Le critère est le revenu. Cette division a suscité beaucoup de discussions au Brésil, car les gens considéraient souvent que le terme "périphérique" était péjoratif, comme s'il indiquait que ce secteur n'était pas composé par des agriculteurs. Et c'était, en effet, le sens de cette stratification : des exploitations dont les revenus agricoles sont nuls ou même négatifs puisent leurs revenus dans des activités en dehors de l'unité productive et ne peuvent pas être considérés comme agricoles.

Nous avons obtenu des résultats semblables dans une étude faite à São Paulo, où un quart des exploitations agricoles avaient une participation tellement dérisoire à l'offre qu'elles pouvaient être caractérisées comme des lieux de résidence plutôt que de production.

Évidemment, les limites de cette stratification peuvent être très floues et la politique agricole elle-même peut avoir un certain pouvoir à les déplacer dans une direction ou dans l'autre. Mais il est certain qu'une partie très importante des 4,8 millions d'exploitations au Brésil ne sont pas de vraies exploitations agricoles.

Quelle en est la conséquence ? Pour une part très importante de ces exploitations, les politiques agricoles seront entièrement inefficaces. Elles auraient besoin, avant tout, de l'accès à la terre elle-même. Cela rejoint un autre aspect important et récent de l'étude des politiques agricoles : il faut qu'elles soient très ciblées sur des secteurs sociaux spécifiques.

La citoyenneté en milieu rural

Le troisième thème peut être exposé sous la forme d'une question : peut-on dire que l'agriculture familiale est la base de la formation de la citoyenneté en milieu rural et de la formation de nouveaux rapports entre le milieu rural et son environnement urbain immédiat ?

Nous assistons aujourd'hui au Brésil à la formation de nombreuses commissions de développement rural au niveau municipal, mais aussi, dans certaines situations, à un niveau régional. Par ailleurs, le mouvement syndical de travailleurs ruraux considère le Pronaf comme une conquête, et donc exerce non seulement une vigilance mais une activité permanente dans son exécution.

L'évolution démographique

Le quatrième thème de réflexion concerne l'évolution démographique rapide du monde rural brésilien, qui pourra être mieux appréhendé à partir des résultats du recensement agricole de 1995. Les résultats préliminaires indiquent en particulier un vieillissement de la population agricole et un exode important des jeunes et des filles. Ils viennent confirmer les études spécifiques de plusieurs chercheurs : l'exode rural est surtout celui des jeunes et des jeunes filles.

L'éducation

Le cinquième thème de réflexion qui mériterait d'être développé et qui est relié aux précédents est celui de l'importance cruciale de l'éducation pour le monde rural. Celui-ci souffre d'une très grande inégalité par rapport aux urbains dans l'accès à cette ressource-clé pour le futur.

L'appui à l'agriculture familiale au Brésil, le projet de coopération entre Embrapa et Cirad-tera

PHILIPPE BONNAL, PATRICK CARON, DENIS SAUTIER, Cirad-tera, Montpellier, France

SÉBASTIEN BAINVILLE, CLAIRE CERDAN, ERIC SABOURIN, Cirad-tera, Embrapa, Brésil

Texte coordonné par P. Bonnal

Depuis plusieurs décennies, le Brésil a fait le choix de fonder la modernisation de son agriculture sur une révolution verte mise en oeuvre essentiellement par les grandes exploitations agricoles commerciales intégrées dans des filières agro-industrielles structurées. Cette stratégie, dont l'apogée se situe dans les années 70, a généré une augmentation incontestable de la production agricole, notamment en ce qui concerne le soja, les agrumes, la canne à sucre, et le lait. Dans les années 80, le ralentissement de la croissance économique, l'endettement public, l'ouverture économique, le désengagement progressif de l'Etat ont exacerbé les problèmes sociaux et ont remis ce choix de plus en plus en question. Le Brésil a brutalement découvert que les petites unités familiales de production, soit 91 % des exploitations agricoles, n'étaient pratiquement pas concernées par cette politique agricole.

De nombreuses institutions mises en place durant la période de la révolution verte ont alors découvert cette paysannerie et se sont interrogées sur les méthodes à promouvoir pour l'intégrer dans le développement national. C'est notamment le cas de l'Embrapa (Entreprise brésilienne de recherche agricole), créée en 1974 pour servir de fer de lance à la modernisation de l'agriculture. Depuis le début des années 80, l'Embrapa intègre progressivement la petite agriculture dans ses préoccupations de recherche. En 1994, un programme national sur l'agriculture familiale est créé. En 1997, ce programme rassemblait 110 sous-projets de recherche répartis sur l'ensemble du territoire national. Au coeur de ce programme, des interrogations récurrentes : Quelle est le rôle du fait technique dans la production agricole des unités familiales ? Comment améliorer cette production agricole ? Comment promouvoir le développement agricole de ces unités ? Comment associer développement agricole et développement rural ?

La collaboration du Cirad auprès de l'Embrapa démarre en 1984 dans la zone semi-aride à la

demande du Cpsa (Centre de recherche sur le semi-aride). Il s'agissait – au sortir d'une longue sécheresse qui avait une fois de plus contribué à mettre d'innombrables familles rurales sur les routes – d'identifier et d'aborder les thèmes prioritaires de recherche pour stabiliser cette agriculture. Les thèmes retenus se sont diversifiés progressivement : systèmes mécanisés, systèmes d'élevage et systèmes de culture, développement local et municipal, transformation des produits agroalimentaires, circuits de commercialisation, système agroalimentaire localisé. En 1986, une deuxième collaboration est initiée dans les Cerrados, savane d'altitude de la région du centre-ouest, haut lieu des cultures mécanisées d'exportation. Le partenaire est cette fois le Cpac (Centre de recherche des Cerrados). La préoccupation reste la même, mais elle concerne les nombreux petits producteurs localisés dans les zones de pente difficilement utilisables par les grands producteurs de céréales et de soja. Le contexte social, économique et écologique étant différent, l'accent est mis sur la connaissance des exploitations agricoles, l'élaboration de références locales, la définition de réseaux locaux de conseil et l'appui aux organisations paysannes. En 1993, une nouvelle demande provient du Cpatu (Centre de recherche sur le tropique humide) et concerne la zone amazonienne. A partir de la prise en compte des caractéristiques de l'agriculture locale (bassins de production autour de bourgs le long des routes, isolement, importance du rôle de l'élevage, etc.), les activités de coopération sont focalisées cette fois sur les systèmes d'élevage (avec le Cirad-emvt), les systèmes de post récolte, la mise en marché, la technologie agroalimentaire. En 1995 enfin, une collaboration "transversale" est mise en place, sur la gestion scientifique du programme national "Agriculture familiale".

Sur chaque terrain, deux types d'interrogation se côtoient : des questions communes liées aux caractéristiques de l'agriculture familiale et la façon d'aborder son développement et des questions spécifiques liées aux caractéristiques de la production agricole locale et au contexte productif de la région.

L'innovation technique en matière d'agriculture familiale ne peut pas être traitée sans faire référence aux différents niveaux de cohérence auxquels elle est liée : l'unité familiale de production, les réseaux de savoirs locaux, les organisations des producteurs, la formation du finage villageois, la gestion de l'espace et les circuits de commercialisation. Pour l'aborder, il est bien souvent nécessaire d'associer investigation technique et méthodologique et de croiser les approches disciplinaires.

Ce texte présente quelques éclairages de ces travaux conduits par différents chercheurs ou doctorants du Cirad-tera et par leurs collègues brésiliens, mettant en oeuvre diverses démarches, spécifiques et complémentaires, destinées à traiter du fait technique en agriculture familiale, du développement agricole et du développement rural. Les travaux dont il est fait mention ici se réfèrent plus particulièrement aux zones des Cerrados et du Nordeste. Seront présentés successivement : l'analyse des unités de production et la définition d'un dispositif local d'innovation technique dans les Cerrados (P. Bonnal), l'analyse de la relation entre les changements techniques et institutionnels dans les Cerrados (S. Bainville), l'analyse du rôle des organisations de producteurs et l'appui aux actions collectives au Nordeste (E. Sabourin), la valorisation des produits agricoles et la connaissances des circuits commerciaux et des marchés au Nordeste (D. Sautier et C. Cerdan) et la définition de méthodes pour la prise en compte de l'espace et la planification locale au Nordeste (P. Caron).

L'organisation des unités de production et le dispositif local de gestion de l'innovation dans les Cerrados. Le cas du municípe de Silvânia

Le cadre de l'intervention

Les activités décrites dans ce paragraphe et le suivant constituent des volets spécifiques d'une opération de recherche-développement conduite à l'échelle municipale. Le municípe est au Brésil un niveau d'observation privilégié puisqu'il constitue la plus petite entité politico-administrative dotée de pouvoirs exécutifs et législatifs indépendants. Il est une unité territoriale de gestion. Le projet se situe dans le municípe de Silvânia, à proximité de Goiânia. Les activités ont été initiées durant la période hyperinflationniste et se poursuivent actuellement dans un contexte économique stabilisé.

La question initiale posée par l'Embrapa et les partenaires du développement rural portait sur les facteurs explicatifs du faible niveau d'adoption technologique de la part des petits producteurs et sur les démarches scientifiques et techniques à promouvoir pour inverser cette situation. Les méthodes utilisées se sont organisées en trois étapes :

- la création de connaissances sur les unités de production familiales (nature, fonctionnement, reproduction) et sur les processus de décision, étape qui a permis de se doter d'un cadre théorique de lecture ;
- la conduite d'une réflexion sur les innovations à promouvoir ;
- l'expérimentation institutionnelle pour mettre en oeuvre les innovations retenues.

Les résultats obtenus

Les premiers travaux ont porté sur l'analyse des caractéristiques des unités de production, des règles de décision des agriculteurs et des processus de différenciation entre les exploitations. Durant la période hyperinflationniste, les stratégies des agriculteurs ont été de type nettement défensif, l'objectif étant avant tout de minimiser le risque au détriment du profit. Les formes et les implications de cette stratégie étaient les suivantes :

- une diversification poussée des activités productives ;
- l'existence d'une forte autoconsommation des produits agricoles ;
- une forte dépendance des activités productives vis à vis de la main-d'oeuvre familiale en raison du faible niveau de substitution (par la main-d'oeuvre salariée et/ou la mécanisation) ;
- une relation étroite entre de l'évolution de l'exploitation agricole et le cycle de vie du producteur ;
- l'existence de processus endogènes d'accumulation basés sur le bétail.

Durant cette période, la différenciation des unités de production s'expliquait par trois facteurs principaux :

- la disponibilité de la main-d'oeuvre familiale ;
- le niveau de substitution de cette main d'oeuvre ;
- la dotation en capital d'exploitation à l'installation.

L'examen de ces caractéristiques, relativement proches du modèle Tchayanovien, a conduit à retenir comme cadre théorique d'analyse celui de l'agriculture paysanne. A partir de ces observations, des innovations techniques et institutionnelles ont été discutées avec les agriculteurs et testées localement.

Les innovations techniques proposées ont été choisies selon leur capacité à améliorer les

performances globales du système sans en augmenter la sensibilité face à la variabilité du contexte économique et climatique : amélioration de la conduite des soles cultivées en contrôlant le coût des itinéraires techniques alternatifs, appui au développement de la traction motorisée, introduction de légumineuses fourragères, amélioration de la supplémentation animale, diversification des réserves fourragères, etc. Une recherche systématique des innovations paysannes a été entreprise, entrant au même titre que les propositions de la recherche dans les actions d'appui aux agriculteurs.

L'innovation institutionnelle a consisté à rechercher les formes organisationnelles nécessaires à la mise en oeuvre et la pérennisation du dispositif de conseil. Deux formes complémentaires ont été implantées et testées : les réseaux de fermes de référence et la promotion d'associations formelles de producteurs.

Les réseaux de fermes de référence répondent à un double objectif. Il s'agit en premier lieu de constituer un dispositif qui permette à la fois d'identifier des innovations endogènes, élaborées par les agriculteurs eux-mêmes par un processus adaptatif d'essai-erreur, et exogènes, provenant des centres de recherche agronomique et des institutions de développement. En second lieu, il s'agit de servir de support à la pratique d'un conseil aux agriculteurs basé sur le rapport dialectique entre technicien et agriculteurs. Les références théoriques utilisées ici portent sur les pratiques des agriculteurs et la gestion de l'exploitation agricole, formalisées par l'Inra-Sad sur les prolongements de l'adaptation des théories de la décision (H. Simon) à l'agriculture. Ces méthodes, favorisant l'apprentissage dialectique des agriculteurs et des techniciens au détriment d'un discours normé ont néanmoins déconcerté nombre de techniciens et n'ont pas toujours donné les résultats escomptés.

Les associations de producteurs quant à elles, selon une conception structuraliste, étaient destinées à améliorer la dotation collective en facteurs de production et permettre une gestion locale des services à l'agriculture (approvisionnement, mécanisation partagée, appui technique, financement). Des accords ont été progressivement établis entre les agriculteurs et les pouvoirs publics pour que ces nouvelles institutions constituent la condition *sine qua non* de l'attribution de crédits à l'investissement. Ces mesures, dans le contexte économique inflationniste du moment, où prévalaient en outre un taux d'épargne très élevé et des subventions à l'investissement, ont donné lieu à une multiplication de ces associations et une montée en puissance de leur part extrêmement vigoureuse. Ces organisations et les échelons fédératifs qu'elles ont engendrés (centrales des associations, fédérations) sont à l'heure actuelle des interlocuteurs reconnus des pouvoirs publics.

Des questions nouvelles

La fin brutale du processus inflationniste en 1994 et la hausse des prix à la production en 1995 et 1996 ont remis en cause les règles de gestion des agriculteurs. Cette rupture s'est traduite par une forte évolution des systèmes de production. Une spécialisation accélérée dans la production laitière intensive est manifeste et une nouvelle demande technique est apparue, faisant référence à des technologies plus productives. Des situations de sur-endettement sont déjà perceptibles alors que les prix ont une nette tendance au fléchissement. Cette évolution pose de nouvelles interrogations :

- sur le plan opérationnel, comment incorporer dans le service de conseil au sein des associations une fonction de veille économique qui améliorerait le conseil stratégique aux agriculteurs ?
- sur le plan théorique, comment interpréter l'évolution rapide et soudaine de cette agriculture familiale ?

Les interactions entre changements techniques et institutionnels. Le cas du municipe de Silvânia

Origine et pertinence de l'objet d'étude

Cette étude suit chronologiquement les activités décrites antérieurement et s'inscrit dans un travail de thèse. Partant de la constatation de la modification rapide du comportement technique des agriculteurs, le chercheur s'interroge sur les interactions entre l'appropriation d'innovation technique individuelle et l'émergence des organisations de producteurs. Cette préoccupation d'inscrit dans le débat déjà ancien entre d'une part les "technicistes", pour qui les bas niveaux de productivité constituent le frein principal du développement de ce type d'agriculture, justifiant la mise en oeuvre de techniques "modernes", et d'autre part les "institutionnalistes", qui s'attachent d'avantage à la taille restreinte de ces exploitations et à leur nécessaire union au sein d'institutions particulières capables d'accroître leur pouvoir de négociation (associations, coopératives, etc.). Sur le plan théorique, ce débat est alimenté par les apports des néo-institutionnalistes, tels que Simon ou Williamson. Cependant, les mises en application de ces nouvelles théories dans le domaine du développement rural sont assez récentes et encore peu nombreuses (Bardhan, De Janvry et Saboulet...), elles constituent un enjeu de poids pour la recherche actuelle.

L'objet de cette étude est donc la mise en oeuvre des outils fournis par les nouvelles théories économiques pour analyser les relations existantes entre les changements techniques et les changements institutionnels. Ce travail vise ainsi à répondre à une double interrogation :

- sur le plan théorique, il s'agit de caractériser les relations entre techniques et institutions ; doit-on parler de déterminisme simple, les techniques déterminant les institutions agraires ou à l'inverse les institutions conditionnant les comportements individuels ? S'agit-il au contraire d'un processus dialectique ?
- sur le plan opérationnel, il s'agit de réfléchir à la durabilité de ce mode de développement pour l'agriculture familiale des Cerrados ; l'"associativisme" est-il la solution miracle si souvent prônée ?

Notre première hypothèse porte sur l'existence d'une relation de cause à effet entre les conditions de production des exploitations (milieu écologique, accès aux marchés...) et les choix techniques des producteurs. La seconde hypothèse porte sur une relation de causalité entre les limites techniques des systèmes de production et les formes institutionnelles mises en place : les institutions agraires sont des règles d'échange de facteurs de production (entraide, systèmes fonciers, crédit informel, etc.) permettant de dépasser ces limites techniques. En revanche, ce double déterminisme est modulé par la possibilité de changements institutionnels exogènes : l'Etat par exemple peut, par l'ouverture de nouvelles lignes de crédit, inciter les producteurs à modifier leurs institutions (création de coopératives...). Il peut dès lors en résulter un effet retour des institutions sur les choix techniques des exploitants : accès à la mécanisation collective ou diminution du prix des intrants.

La méthode retenue : analyse d'une double diversité

Nous cherchons à aborder la diversité des systèmes techniques et la diversité des formes institutionnelles, à en comprendre les causes respectives et les correspondances éventuelles. Compte tenu de notre première hypothèse, cette analyse passe en premier lieu par l'étude de la diversité spatiale des systèmes de production d'une part et par celle des institutions agraires d'autre part.

Notre sujet portant sur le changement, nous complétons cette première approche par une analyse de la diversité temporelle : comment, au travers de l'histoire agraire récente, les systèmes techniques se sont-ils enchaînés ? Comment une nouvelle forme institutionnelle a-t-elle remplacé une plus ancienne ? Quelles relations existe-t-il entre ces deux séries de changements ? Le premier point a été abordé par la valorisation de l'information existante au sein du projet : données statistiques (recensements agricoles, bases de données, etc.) et cartographiques. Un échantillon de trois associations contrastées a ensuite été sélectionné afin d'approfondir, au moyen d'une cinquantaine d'enquêtes semi-ouvertes, le fonctionnement des systèmes de production des associés et les modes de gestion des associations. Le second point a été abordé au travers d'une trentaine d'enquêtes semi-ouvertes auprès de personnes ressources : chefs de communauté, présidents d'association, agriculteurs les plus âgés...

Les premiers résultats

Cette première partie de notre étude nous a permis de préciser nos hypothèses. Il a ainsi été possible de mettre en évidence un certain parallélisme entre l'évolution des unités de production et les transformations des institutions agraires ; cette évolution est représentée de façon schématique sur le tableau ci-dessous.

Système paysan tchayanovien	Système entreprise classique
Satisfaction des besoins	Optimisation du revenu
Diversifié	Spécialisé
Transformation	Production de matière première
Vente des surplus	Consommation des surplus
Travail familial	Travail du chef d'exploitation
Accumulation du patrimoine	Accumulation de capital
Différenciation structurelle	Différenciation fonctionnelle
Régulation des relations internes	Régulation des relations internes et externes
"Valorisation" des différences	Limitation des coûts de transaction
	Homogénéisation des fonctionnements
Echange de facteurs de production	Mise en commun des facteurs de production
Non monétarisation	Monétarisation
Limitation des différences	Effet sélectif
Communautés	Associations

Il y a encore quelques années, les exploitations familiales du municipe fonctionnaient sur un modèle proche de celui élaboré par Tchayanov : un équilibre entre la satisfaction des besoins de la famille (ce qui implique la diversité des produits et leur transformation, mais permet d'éventuelles ventes de surplus) et la disponibilité des ressources, en particulier le travail familial. Les exploitations fonctionnaient sur le même mode, mais à des échelles différentes selon la disponibilité des facteurs de productions (la terre en particulier). La différenciation des exploitations était avant tout structurelle. Le processus accumulatif visait à la constitution d'un patrimoine, en particulier sous forme de bétail, mobilisable par les générations suivantes (vente pour l'achat de terre le plus souvent). Dans le même temps, les institutions agraires étaient basées sur les communautés rurales, qui, au travers de règles d'échange de facteurs (entraide, métayage, parcelle ou bétail commun, zones de pâture collectives, etc.), régulaient les relations

entre les producteurs. Ces échanges étaient non monétarisés et valorisaient les différences structurelles plutôt qu'ils ne les accentuaient.

A partir du début des années 90, les modèles de fonctionnement ont changé. Au niveau des unités de production, un processus d'intégration au marché, de spécialisation laitière et d'intensification (amélioration génétique du troupeau, développement de l'ensilage, fertilisation chimique) s'est amorcé. Les activités de transformation se sont réduites, limitant d'autant le travail féminin dans les exploitations. De la satisfaction des besoins, l'objectif est passé à l'optimisation du revenu, l'accumulation du patrimoine a cédé la place à l'accumulation de capital et souvent à l'endettement. Enfin, au delà des structures, les modes de fonctionnement se sont diversifiés, la spécialisation et l'intensification étant plus ou moins poussées. Parallèlement, les associations de producteurs se sont superposées aux communautés. Au delà des relations internes (utilisation de tracteurs collectifs par exemple), ces institutions régulent les relations externes (négociation avec les secteurs amont et aval). Leur objectif est la réduction des coûts de transaction et de ce point de vue, les différences fonctionnelles des unités de productions peuvent constituer une gêne : les négociations des prix des aliments concentrés ou des vaches de race, par exemple, sont d'autant plus aisées que les volumes négociés sont importants. Enfin, les relations sont désormais monétarisées : les heures de tracteur sont désormais comptabilisées et payées en monnaie. Dès lors, on peut s'interroger sur les effets de cette "contractualisation" des relations : ne risque-t-on pas d'assister à une forte différenciation entre les exploitations ?

Il s'agit ici d'une présentation de la réalité encore schématique. Les deux situations décrites sont extrêmes, un ensemble de stades intermédiaires a existé et existe encore. Cette évolution a en effet été plus ou moins rapide selon les régions du municipe, l'accès au marché en particulier y étant très hétérogène. Par ailleurs, ce processus n'est pas le fruit des seules pressions endogènes : la stabilisation monétaire que le pays connaît depuis 1994, après une longue période inflationniste, a joué un rôle indéniable. L'accès, à partir de 1990, à de nouvelles lignes de crédit destinées aux associations de petits producteurs est encore un élément exogène dont on ne pourra négliger l'importance.

Organisation des producteurs et action collective dans la région du Nordeste

Le dispositif de recherche et d'intervention dans la région nordestine est quelque peu différent de celui adopté pour la région du centre-ouest. Après une première phase durant laquelle les travaux ont été conduits dans deux municipes, Ouricouri et Juazeiro, les activités ont ensuite été menées au cours d'une deuxième phase dans le cadre d'un réseau de projets localisés dans l'ensemble de la région Nordeste. L'approche sociologique des formes d'organisation des producteurs dans la zone semi-aride du Nordeste s'est appuyée sur l'analyse comparative d'études de cas conduites à l'échelle de la localité (villages, communautés rurales) ou de la petite région (districts, municipalités ou ensemble de municipalités).

Les demandes initiales et les choix méthodologiques

La demande des partenaires locaux concernait l'appui aux processus de validation et de diffusion d'innovations dans le cadre de projets de développement local en zone de polyculture pluviale et d'élevage extensif. En termes de recherche-action, ces demandes se sont traduites par

des études visant à préciser le rôle de l'action commune et des différentes formes d'organisation des producteurs par rapport à ces processus d'innovation. Trois types de méthodes ont été utilisées :

- l'étude des trajectoires de développement local s'appuie sur l'analyse dynamique du changement (présentée au paragraphe "De la diffusion technologique à la prise en compte de l'espace au Nordeste") ;
- l'analyse des pratiques et des stratégies collectives des acteurs locaux, incluant la perception et la représentation de leurs propres organisations ; cette approche fait appel aux références de la sociologie des organisations et de l'économie institutionnelle et conventionnelle ;
- l'identification des réseaux socio-techniques s'appuie, entre-autres, sur les travaux de Darré et Callon, mais également sur les approches de l'économie industrielle.

Les résultats concernent les connaissances et leur utilisation pour l'action

Outre la coexistence de formes de coordination déterminées par la réciprocité (parenté, communautés, réseaux) et l'échange marchand (coopératives), les travaux ont mis en évidence des organisations volontaires et collectives basées sur des solidarités religieuses ou professionnelles (communautés de base, groupements, associations, comités).

Trois principales conditions d'émergence des organisations formelles de producteurs ont été identifiées :

- la proximité et l'interconnaissance (voisinage, parenté) ;
- l'actualisation de nouvelles formes de réciprocité ;
- la définition de projets communs ou la production de biens communs.

La genèse et l'évolution de l'action commune reposent sur des processus de coordination et de régulation marqués par l'importance de l'intervention extérieure, de la délégation de responsabilités et du rôle des dirigeants, et enfin de l'apprentissage collectif. L'analyse de ces règles permet l'identification de divers itinéraires de construction sociale, de différents modèles d'organisation de producteurs, mais aussi de diverses catégories d'organisations non formelles ou non volontaristes (communautés rurales, réseaux de proximité, réseaux socio-techniques).

En matière d'application de ces connaissances pour l'action, on retiendra l'importance des contradictions entre les coordinations et organisations fondées sur la réciprocité et celles basées sur l'échange marchand. Mais on trouve également des complémentarités entre organisations informelles (réseaux d'alliances, compérage,..) et organisations volontaires (associations, centrales de services). C'est souvent le cas, par exemple, en matière de négociation avec l'administration ou les pouvoirs publics. Les travaux ont mis en évidence l'intérêt de l'identification et de la qualification des relations interpersonnelles et des réseaux qu'elles engendrent (réseaux de dialogue technique et réseaux d'entraide) en termes de validation et de diffusion d'innovations. Il s'agit pour les services de recherche et de développement de stimuler l'activité de ces réseaux et de les alimenter en informations et en références. Cependant, il convient d'évaluer l'incidence sociale des flux d'information ou d'innovation qui passent par ces réseaux. Cette incidence dépend de la nature des flux. Par exemple, ces flux peuvent être générateurs de production "socialement motivée" pour être donnée ou redistribuée. C'est alors la logique de réciprocité, créatrice de "lien social", qui se trouve renforcée. Ils peuvent être liés au développement d'un marché d'échange (extension de la logique marchande, accès aux marchés), ou bien encore être redistribués par des sphères collectives réductrices ou identitaires (religions, clientélisme politique, coopératives, etc.).

Ces éléments contribuent à évaluer, qualifier et adapter les formes d'intervention et d'appuis institutionnels. Ils introduisent une perspective de continuité des recherches autour d'un thème

fédérateur qui serait plus particulièrement centré sur les "rapports entre action commune et appuis institutionnels". De nouvelles études sont programmées. Elles portent sur les rôles respectifs des organisations de producteurs et de l'appui institutionnel pour la création et la diffusion de l'innovation, sur la coordination entre producteurs dans les périmètres irrigués pour la gestion de l'eau ou de la commercialisation des produits et sur la coordination entre acteurs au sein d'une filière pour la construction de la qualité :

- création et diffusion de l'innovation dans l'Agreste de la Paraíba : construction de méthodes de vulgarisation et d'expérimentation, associant recherche (Université fédérale de la Paraíba, Embrapa, Cirad), développement (Ong As-Pta, Emater-Pb) et organisations paysannes (syndicats, associations et groupes d'intérêt) ;
- coordination entre producteurs/acteurs en situations d'apprentissage dans les périmètres irrigués de Petrolina-Juazeiro (Atp "Gestion des périmètres irrigués et modélisation multi-agents") ;
- coordination entre acteurs pour la construction sociale et technique de la qualité dans la filière lait et dérivés de l'Etat de Sergipe avec l'Embrapa, l'Emdagro (développement) et le Sebrae (appui aux petites entreprises).

L'identification de modèles d'organisation des producteurs et la vérification de logiques socio-économiques doivent être confirmées sur d'autres terrains. La grille de lecture et d'analyse des conditions d'émergence et d'évolution de l'action commune constitue un outil à décliner, tester et valider. L'identification et l'analyse de réseaux socio-techniques ou bien la construction de groupes d'intérêt et de réseaux de références sont confirmés comme autant d'outils d'aide à décision.

Valorisation des productions de l'agriculture familiale au Nordeste

Les recherches sur les innovations techniques et organisationnelles des agricultures familiales au Brésil, présentées ci-dessus, soulèvent le problème de la connaissance des conditions de leur insertion au marché : à partir de quelles productions ? sur quels segments de marché ? au travers de quelles formes d'organisation de la mise en marché et de la transformation des produits ? C'est ainsi que le thème de la valorisation économique des productions de l'agriculture familiale est apparu de façon significative, quoiqu'assez tardive, à partir de 1993 dans le dispositif de recherche. Sur ce thème, les données secondaires sont rares, partielles et souvent désactualisées. D'où le choix d'une approche méso-économique, visant la création de données pertinentes à l'échelle de petites régions rurales ou de bassins de production. Cette approche a été développée, avec des variantes, dans les trois principales régions d'intervention concertée Cirad-Embrapa, tant au Nordeste que dans les Cerrados et en Amazonie.

Deux données essentielles doivent tout d'abord être rappelées. Premièrement, la caractéristique bimodale des structures de production agricole au Brésil, où les petites exploitations voisinent avec des *latifundia* et de grandes entreprises rurales. La part de l'agriculture familiale dans l'approvisionnement des villes est donc souvent minoritaire, même si son apport est loin d'être négligeable. Deuxièmement, la mise en place du Mercosul – accord de libre-échange entre les pays du Cône Sud – suite au traité d'Assunción, s'accompagne d'une redéfinition du rôle de l'Etat et de l'apparition dans le secteur agricole de nouveaux acteurs économiques, notamment transnationaux. Le Mercosul se traduit aussi par la mise en place de nouvelles institutions, notamment réglementaires, qui définissent pour l'agriculture familiale brésilienne un nouveau cadre concurrentiel.

Deux questions initiales sont alors posées, en fonction des acquis antérieurs du dispositif de recherche : Quelles sont les modalités privilégiées d'insertion actuelle de l'agriculture familiale aux marchés (en termes de produits, canaux de distribution, segments de marché, formes d'organisation, effets spatialisés) ? Quelle peut être la participation de l'agriculture familiale au nouveau cadre concurrentiel ?

Les méthodes employées se fondent sur le concept de système d'intermédiation, défini comme l'ensemble des acteurs, des fonctions et des flux qui permettent le transfert depuis les systèmes de production jusqu'aux systèmes de consommation. Les travaux se sont appuyés sur des diagnostics rapides de commercialisation, réalisés à l'échelle d'intervention des projets : zone rurale, municipale ou bassin de production. Ces diagnostics des activités post-récolte comportent toujours l'observation directe de la stratégie des acteurs économiques impliqués (producteurs, intermédiaires, consommateurs, pouvoirs publics). Réalisés en lien avec la demande d'acteurs locaux ou régionaux, ils ont toujours fait l'objet de restitutions systématiques à ceux-ci. La construction de typologies a permis d'organiser les connaissances acquises sur les unités de production, sur les unités de transformation et de commerce, ainsi que sur les consommateurs. Enfin, les travaux réalisés ont tous inclus une composante expérimentale avec les acteurs, afin de tester, en milieu réel, des options émergentes ou nouvelles en matière de transformation et de commercialisation.

Les résultats obtenus

Les résultats obtenus portent sur des connaissances, des outils et des pratiques de développement.

Des connaissances ont été obtenues en termes de références locales ou régionales sur les conditions d'insertion de l'agriculture familiale au marché. Elles confirment, dans des contextes régionaux très divers, le caractère marchand de l'agriculture familiale brésilienne. Des résultats à l'échelle de petites régions ont montré l'interdépendance entre la diversité du système d'intermédiation et celle des systèmes de production. Ainsi, dans les bassins laitiers émergents du Nordeste, entre les zones littorale et semi-aride, l'importance économique et régulatrice du secteur artisanal de transformation du lait (fromageries artisanales) a pu être mise en évidence. Il apparaît également que la valorisation des productions de l'agriculture familiale s'exprime de façon privilégiée, mais non exclusive, par des réseaux de petites entreprises agroalimentaires. Parmi les avantages de ces réseaux localisés, on peut citer la valorisation des savoir-faire locaux, l'offre en travail qualifié, les économies d'information, le regroupement de l'offre et la notoriété locale attachée au produit.

Des outils méthodologiques ont été élaborés, notamment en ce qui concerne les diagnostics rapides de commercialisation et les méthodes d'analyse des ressources agroalimentaires locales, la diversité des produits obtenus correspondant à la diversité des techniques et des organisations socio-économiques.

Dans le domaine des pratiques de développement, les résultats portent sur des stratégies de négociation et d'action concertée entre acteurs territoriaux, autour de la construction sociale de la qualité des produits. Ainsi, dans le cas déjà cité des bassins laitiers nordestins, il s'agit de cerner les opportunités et les contraintes de marché pour des fromages artisanaux, tout en identifiant les attentes des agents de la filière quant à l'évolution du produit. La restitution des problèmes de qualité identifiés permet d'envisager des actions et des besoins de coordination à des échelons différents (éleveurs, fromageries, négociants, collectivités locales, pouvoirs publics).

Des perspectives de recherche

De nouveaux thèmes de recherche structurants se dégagent des résultats obtenus.

SUR LES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES LOCALISÉS (SYAL)

Les réseaux spatialisés de petites entreprises agroalimentaires liées à l'agriculture familiale peuvent être interprétés en termes de systèmes productifs locaux, c'est-à-dire, selon Beccatini, de configurations d'entreprises regroupées dans un espace de proximité, autour d'un métier. Les travaux en cours permettent d'identifier au Brésil différents types de systèmes agroalimentaires localisés : des Syal de type défensif (par exemple, pour la fabrication de *farinha* de manioc au Nordeste), des Syal offensifs (par exemple, les activités de valorisation des fruits dans les périmètres irrigués du Nordeste), et des Syal en position d'incertitude (par exemple, les bassins laitiers-fromagers soumis à la double incertitude de la concurrence des pays du Mercosul et de la mise en place de nouvelles réglementations).

SUR LES PROCESSUS DE NORMALISATION ET DE RÉGLEMENTATION

La commercialisation des produits de l'agriculture familiale se réalise au Brésil très largement dans le cadre d'un marché imparfait, dont les règles, particulièrement en matière de normalisation, posent encore des problèmes de définition, notamment en ce qui concerne les productions animales. La définition de ces règles constitue un enjeu important de développement.

SUR LA GESTION DE LA QUALITÉ

La construction sociale d'une qualité différenciée pour certains produits de l'agriculture familiale constitue un autre enjeu. La segmentation du marché consommateur peut permettre l'affirmation d'une identité spécifique pour certains produits transformés de l'agriculture familiale. Paradoxalement, l'innovation peut s'appuyer sur la tradition. Ce processus est une construction sociale car il met en jeu des ressources, des compétences et des stratégies à la fois techniques, financières et institutionnelles. L'approche en terme de qualité suppose de combiner des interventions aux plans de l'action individuelle (pratiques des producteurs et des transformateurs), de l'action collective (définition de cahiers des charges) et de l'action publique (réglementation adaptée, appuis et services techniques et financiers).

De la diffusion technologique à la prise en compte de l'espace au Nordeste

Le Cpatas et le Cirad ont choisi de tester une démarche de développement local. Cette démarche s'est traduite par la formulation, l'expérimentation en conditions réelles et la validation d'un ensemble de méthodes et d'instruments pour le développement de l'agriculture familiale. Les méthodes expérimentées sont tout d'abord destinées à renforcer les systèmes de prise de décision des acteurs, c'est-à-dire à leur permettre de construire de nouvelles représentations des situations complexes auxquelles ils sont confrontés, de manière à (mieux) concevoir et évaluer les actions qu'ils sont susceptibles de mettre en oeuvre. Le dispositif de recherche-action a cherché à valoriser l'action comme moyen privilégié de compréhension des systèmes sociaux et à impliquer les chercheurs dans les processus de transformation.

Dans un premier temps, l'échelle locale s'est imposée en raison des objectifs d'analyse fine des

situations agraires, de la carence d'organisations professionnelles des petits agriculteurs et des lacunes ou des changements d'orientation des politiques agricoles. Rapidement, la démarche de développement local expérimentée a conduit les chercheurs à élargir le champ initial de l'appui technique et à prendre en compte l'espace : celui du finage, de la petite région, l'espace englobant. En effet, la prise en compte de phénomènes décidés ou mis en oeuvre à d'autres échelles est apparue nécessaire. Le changement d'échelle des méthodes et des interventions proposées et l'intégration entre les échelles pour comprendre les phénomènes observés ont marqué l'évolution des activités de recherche. L'apport de la géographie a été essentiel, même si les méthodes se réfèrent avant tout à une démarche systémique.

Diverses méthodes ont ainsi été expérimentées. Nous nous proposons ici de présenter deux exemples : le diagnostic des dynamiques locales de changement par l'étude des trajectoires de développement local et l'appui à la planification municipale et le zonage à dire d'acteurs.

Diagnostic des dynamiques locales de changement par l'étude des trajectoires de développement local

L'étude des trajectoires de développement local s'appuie sur une méthodologie d'analyse des transformations des sociétés rurales par l'identification et l'interprétation des changements techniques, économiques et sociaux. Elle s'appuie sur le concept de trajectoire de développement, définie comme "l'évolution des ressources productives – naturelles, humaines, capital, information – et leur réorganisation, dans le temps et dans l'espace, par un groupe d'acteurs sociaux, au sein d'un territoire défini, en vue de la reproduction ou de l'amélioration de leurs conditions de vie, déterminée en partie par l'influence de facteurs et d'acteurs externes". Elle prête une attention particulière à l'interprétation historique des transformations agraires locales. Il s'agit de proposer un instrument d'aide à la décision dont l'usage soit rapide et adapté aux transformations rapides du secteur agricole, de manière à produire des informations sélectives et opérationnelles en temps réel, via la restitution aux acteurs d'un diagnostic local dynamique.

Au-delà de leur utilisation locale, l'analyse comparative synchronique et diachronique de différentes trajectoires étudiées dans le Nordeste a permis d'élaborer un modèle d'évolution des espaces locaux. Celui-ci s'appuie sur une typologie d'espaces locaux et sur la caractérisation des actions et des processus qui conduisent à la transition d'un type d'espace à un autre. Les mécanismes de transition sont identifiés en relation avec leur contexte : celui du municipe, de l'Etat, du Nordeste, celui des marchés. Dans chaque cas, la contribution du changement technique aux transitions et la manière dont lui-même est marqué par ces évolutions sont analysées. Ce modèle permet alors d'envisager l'utilisation des connaissances produites en d'autres lieux et à d'autres époques, en tant qu'instrument d'aide à la prospective. De plus, l'analyse peut contribuer à l'appui aux processus de planification à d'autres échelles (municipe, Etat, Nordeste), grâce à l'identification de mécanismes et d'indicateurs de transformation locale. Cependant, le modèle élaboré montre que la définition d'espaces locaux pertinents au regard du changement technique ne coïncide pas avec les délimitations administratives dans le cadre desquelles s'exerce l'action publique.

Appui à la planification municipale et zonage à dire d'acteurs

Dans le contexte de désengagement de l'Etat, l'enjeu présenté aux chercheurs à partir de 1991 est d'expérimenter des méthodes d'appui à la planification municipale. Les transferts de pouvoirs et de responsabilités vers les municipes commencent à s'opérer. Ces derniers ont peu

de tradition et disposent de peu de compétences en matière d'aménagement du territoire et d'appui au développement rural. En s'appuyant sur les leçons tirées des expériences locales, la recherche s'investit dans une fonction de planification à l'échelle du municipe autour de trois axes :

- la création d'un espace de concertation rassemblant les pouvoirs publics, les services techniques et la société civile et ses représentants ;
- l'appui aux organisations de producteurs pour stimuler et faciliter leur participation au processus ;
- le recueil et l'organisation d'informations nécessaires à la définition de plans et programmes.

En ce qui concerne ce dernier volet, deux options sont retenues. La première consiste à valoriser les savoirs de personnes-ressource ayant une bonne connaissance du milieu pour y avoir vécu et travaillé. En effet, les données de recensement au Brésil sont accessibles municipe par municipe et ne permettent de connaître ni la diversité intra-municipale, ni les dynamiques de changement en cours. La seconde consiste à retenir le support cartographique comme base de dialogue et de représentation des connaissances. Grâce à ce support, on tente de caractériser la diversité et la dynamique spatiales et les traduire en une nouvelle représentation cartographique.

La méthodologie de zonage à dire d'acteurs a été dans un premier temps testée dans le municipe de Juazeiro, dans le nord de l'Etat de Bahia. L'objectif est d'organiser les connaissances disponibles pour produire et cartographier les éléments opérationnels pour la planification du développement rural à l'échelle définie. Ce travail repose sur la compréhension des processus sociaux qui déterminent – et ont déterminé – l'organisation et la gestion des espaces ruraux. L'exemple permet d'illustrer l'intérêt de la méthodologie, mais aussi d'en fixer les limites.

Conclusion

Les exposés précédents abordent l'agriculture familiale brésilienne en différentes régions et à différentes échelles. Ils ont traité successivement les questions de diffusion et de gestion de l'innovation technique, d'aide à la décision, d'organisation des producteurs, de valorisation économique des productions et d'appui à la planification locale.

A ce stade, un constat doit être fait. Il y a quelques années, il aurait été difficile de réaliser cette présentation en suivant le même fil conducteur ; il est même probable qu'elle n'aurait pas été faite collectivement. Travaillant à l'époque dans des régions différentes et dans des cadres institutionnels séparés, les différents chercheurs impliqués auraient sans doute privilégié des interventions autonomes et choisi une entrée géographique, Nordeste, Cerrados, Amazonie, ou disciplinaire. Aujourd'hui en revanche, une présentation commune, axée sur l'agriculture familiale brésilienne, abordée sous des angles complémentaires, s'est clairement imposée. Une convergence s'est produite dans les trajectoires de recherche, liée à l'apparition de quelques thèmes récurrents, rencontrés dans les différentes régions d'intervention et à différentes échelles. Ces thèmes sont les suivants :

- les changements sociaux (processus de légitimation et d'organisation de l'agriculture de type familial, interaction avec d'autres groupes et acteurs, émergence de projets collectifs) ;
- le fonctionnement des unités familiales de production (systèmes techniques et gestion des innovations, méthodes d'appui à la décision) ;
- les organisations économiques (modalités d'insertion de l'agriculture familiale au marché, fonctionnement des filières, qualité des produits) ;
- la construction de l'espace et l'aménagement du territoire (développement rural et pôles

urbains, zonage et planification territoriale).

Ces thèmes, qui ont fait l'objet de plusieurs thèses et de nombreuses publications, sont interdépendants et complémentaires. Alors que les questions initiales posées par nos partenaires brésiliens concernaient essentiellement la gestion et la diffusion du changement technique en agriculture, les réponses apportées, ou du moins, les thèmes spécifiques de recherche portent essentiellement sur les règles de coordination entre les acteurs, au sein des familles, des localités et des filières. Il s'agit en définitive de comprendre les relations étroites qui s'établissent entre changements techniques, dynamiques sociales, insertion économique et projet territorial.

Finalement, la présence de ces thèmes récurrents, la forte interdépendance entre-eux et la spécificité des dynamiques de coordination et de régulation de l'agriculture familiale convergent pour souligner l'intérêt de recourir à des dispositifs d'agriculture comparée tels que celui présenté ici, pour aborder de façon systématique les problématiques liées au développement de l'agriculture familiale.

Organisations paysannes et recompositions institutionnelles

PIERRE-MARIE BOSC, MARIE-ROSE MERCOIRET, Cirad-tera, Montpellier, France

Organisations et agricultures familiales

Avant de présenter quelques repères permettant de caractériser les organisations paysannes dans la période actuelle et notre problématique de recherche, nous ferons deux remarques introductives. Premièrement, l'organisation est indispensable au fonctionnement des agricultures familiales ; deuxièmement, les modes d'action des organisations paysannes sont fortement diversifiés.

L'organisation dans le fonctionnement des agricultures familiales

Les unités de production familiales, même quand elles ne sont que faiblement articulées au marché, ne fonctionnent pas de façon entièrement autonome. Des formes d'organisation se construisent au sein des sociétés locales pour "régler les relations entre les différents acteurs" comme dirait Crozier, ou pour "assurer la coordination entre les différentes unités socio-économiques". Ces organisations peuvent être bâties sur la parenté, la proximité, la réciprocité des services (échanges de travail) ou exprimer les rapports de force ou de pouvoir entre les différents groupes qui composent la société locale.

L'intégration progressive des agricultures familiales au marché, et plus largement celle des sociétés locales à la société globale, s'accompagne de l'émergence de formes d'organisations nouvelles : associations, groupements, organisations fédératives structurées à différentes échelles géographiques et à différents niveaux de décision. Ainsi que le souligne M. Haubert, ces organisations nouvelles sont radicalement différentes des formes d'organisations ayant pour finalité la régulation interne. Les organisations qui apparaissent dans la période actuelle ont pour fonction d'organiser les relations des agriculteurs avec les acteurs extérieurs (nouvelles formes de coordination avec les opérateurs économiques, avec l'Etat, etc.). C'est sur ces organisations qu'est centrée la réflexion au sein de notre programme.

La diversité des modes d'action des organisations paysannes

La diversité des organisations paysannes apparaît principalement liée à leurs conditions d'émergence, à leurs objectifs initiaux, aux alliances qu'elles seront ou non en mesure de construire et à la capacité dont elles feront preuve pour surmonter les inévitables crises internes propres à toute organisation.

Les activités des organisations paysannes sont elles aussi très diverses, allant de la multifonctionnalité dans des registres aussi variés que l'économique, le technique, le social et l'action syndicale, à la spécialisation lorsque le contexte et les conditions socio-économiques rendent cette option pertinente. Ces activités sont en évolution permanente et cette évolution plus ou moins facile traduit pour les organisations des capacités variables d'adaptation à un environnement économique et institutionnel en mutation rapide.

La capacité des organisations paysannes à se regrouper, à se fédérer, à construire des mouvements paysans est très variable ; de même, leur capacité à nouer des alliances avec d'autres catégories sociales ou socio-professionnelles est souvent faible, et même si des évolutions positives apparaissent, cela n'est jamais facile.

La nature des organisations

Concernant la nature des organisations et leur caractérisation du point de vue social, on peut sans doute retenir quatre points : l'émergence des organisations, la détermination de leurs objectifs et de leur fonctionnement, leur évolution et la construction progressive d'un mouvement paysan.

L'émergence des organisations

L'organisation paysanne émerge à l'interface de la société locale et de son environnement, comme réponse aux perturbations et aux contradictions qui affectent les relations entre d'une part les individus et les différents groupes sociaux qui composent la société locale, et d'autre part les acteurs multiples qui constituent son environnement. Elle apparaît comme un instrument social que ces deux entités se donnent pour réguler leurs rapports tantôt conflictuels, tantôt de collaboration.

L'organisation paysanne n'émerge cependant que si se crée la conjonction favorable de divers facteurs :

- les conditions sociales, politiques et institutionnelles qui prévalent dans la société globale doivent en autoriser l'apparition ; en ce sens, la libéralisation de l'économie et les processus de démocratisation renforcent les dynamiques d'organisation, car ils ouvrent des espaces d'initiative pour de nouveaux acteurs ;
- la société locale doit être dotée des dispositions pour développer un tel processus d'organisation et d'action, et notamment d'une vision positive de son propre potentiel, ainsi que de la volonté – même minoritaire – de rechercher de nouvelles formes de régulation ; dans le cas contraire, on peut assister à des phénomènes de rupture ou bien de repli de certaines sociétés locales sur elles-mêmes ;
- l'organisation paysanne n'est jamais au départ le résultat de la volonté collective d'une majorité de paysans ; elle naît de l'action volontaire d'acteurs particuliers, qui, avec l'aide d'alliés, s'efforcent d'obtenir l'adhésion d'une partie plus ou moins importante de la société locale autour d'enjeux mobilisateurs. L'adhésion des paysans à l'organisation et au projet dont

elle est porteuse dépend en grande partie de l'intérêt que les enjeux présentent pour les propres stratégies individuelles ou familiales de ces paysans, et de la nécessité variable pour chaque catégorie de réorganiser ses relations avec l'extérieur.

Les objectifs et le fonctionnement des organisations

La détermination des objectifs de l'organisation, la définition de ses règles de fonctionnement, le choix des leaders et le mode d'exercice du pouvoir au sein de l'organisation sont influencés d'une part par les rapports sociaux et par les autres formes de contrôle social existant au sein de la société locale, et d'autre part par les modèles qui prévalent dans la société globale, ainsi que par les incitations ou les contraintes qui émanent de l'environnement.

L'organisation paysanne n'est pas cependant le simple bras armé de la société locale vis à vis de l'extérieur, ni le cheval de Troie des intervenants extérieurs au sein de la société rurale. Elle apparaît comme une innovation sociale qui naît du constat de l'existence de nouveaux défis, de la nécessité et des possibilités de les relever. Elle est donc une forme nouvelle de l'action collective. Structure "métisse", participant de systèmes d'action et de systèmes de sens différents, elle reproduit partiellement les rapports sociaux préexistants, mais les modifie aussi en retour.

L'évolution des organisations

Les organisations paysannes sont en mouvement permanent ; tout d'abord, parce qu'elles s'ajustent aux contraintes et aux opportunités d'un environnement changeant ; ensuite, parce que leur poids social et politique au sein de la société locale varie, et parce que les rôles respectifs joués par les différents membres au sein de l'organisation peuvent se modifier ; enfin, parce qu'à travers l'expérience vécue au sein de l'organisation, de nouvelles capacités collectives se créent qui amènent les organisations à modifier leurs enjeux.

En tant que "construits politiques et culturels", les organisations se bâtissent :

- par et à travers des alliances, des collaborations et des conflits qui se nouent au sein de la société locale et entre la société locale et les acteurs extérieurs ;
- par et à travers les réussites et les échecs qu'elles enregistrent dans leurs actions et les enseignements qu'elles en tirent.

Des organisations paysannes à la construction d'un mouvement paysan

Les regroupements d'organisations qui s'opèrent notamment à l'échelon national, voire international, expriment souvent au départ la volonté de leaders d'élargir la participation sociale des paysans et de peser sur la prise de décision des acteurs dominants. Les succès enregistrés sont alors à la fois le signe de la promotion de la paysannerie, mais aussi celui de son intégration accrue dans le système économique, politique et culturel dominant ; ils annoncent peut-être, pour reprendre les mots de Philippe Lacombe, "de nouvelles formes de soumission".

Les risques liés à une intégration en position de faiblesse amènent certains leaders à chercher simultanément à élargir la base sociale du mouvement et à nouer des alliances avec des acteurs extérieurs, y compris avec des acteurs dominants. Progressivement, un mouvement se crée et les enjeux s'élargissent ; ces enjeux concernent de plus en plus explicitement, même si cela est loin d'être général, la définition d'un nouveau modèle de développement rural, la définition d'un nouveau projet pour la société dans son ensemble. La dynamique associative sert alors de point de départ à la construction d'un mouvement social. Plusieurs facteurs freinent cependant ce

mouvement :

- la difficulté des organisations à mener une réflexion continue sur les objectifs et les enjeux de leur action à moyen et à long terme ;
- la fréquente faiblesse de leur projet technique et économique et la difficulté à le construire, qui peuvent conduire à la survalorisation des aspects idéologiques, politiques et institutionnels ;
- la difficulté qui est souvent la leur à identifier des alliés à l'extérieur de la société locale et à les distinguer de leurs partenaires conjoncturels ;
- la difficulté enfin à construire l'identité du mouvement, du fait de la diversité des situations locales et des problèmes qui en découlent, et du fait de clivages parfois anciens.

Les axes de travail du programme Agricultures familiales sur le thème des organisations paysannes

L'approfondissement des recherches en partenariat avec les organisations paysannes

Les organisations paysannes constituent actuellement un fait massif en milieu rural, tant en Afrique qu'en Amérique latine. Du fait de leur rôle actuel et potentiel dans le processus d'innovation technique et économique, du rôle qu'elles jouent ou peuvent jouer dans la négociation de compromis institutionnalisés avec les autres acteurs du développement, il paraît important que le Cirad les prenne en compte et noue avec elles des relations de partenariat.

Ce partenariat pourrait se traduire notamment dans la définition de nouveaux dispositifs de recherche-action dans lesquels les organisations paysannes auraient leur place, ainsi que dans l'élaboration des contenus et des modalités de programmes de recherche qui prennent en compte les demandes émanant des organisations. La reconnaissance des organisations paysannes comme partenaires de la recherche agronomique compléterait la contribution actuelle du Cirad, qui s'effectue au travers des systèmes nationaux de recherche et par l'appui aux institutions nationales de développement.

Quatre axes de travail apparaissent importants pour l'avenir : la mise en place d'un dispositif d'observation, l'appui technique et économique, les dispositifs institutionnels de conseil aux producteurs et les compromis institutionnalisés entre acteurs.

LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF D'OBSERVATION

La mise en place d'un dispositif d'observation permettrait une analyse dans la durée des dynamiques d'organisation. Effectuées dans des sites représentatifs de la diversité des situations, choisis en concertation avec les autres acteurs concernés, ces analyses seraient utiles pour les organisations elles-mêmes, mais aussi pour la recherche agronomique, les organismes de développement et les sources de financement. Le programme Agricultures familiales ne peut pas prétendre assurer seul une telle fonction, mais il peut y contribuer en collaboration avec d'autres institutions.

L'APPUI TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

Comment alimenter d'un point de vue technique et économique le projet dont sont porteuses nombre d'organisations ?

L'organisation des producteurs est une composante essentielle du fonctionnement de l'agriculture familiale, de sa modernisation et de l'amélioration de sa productivité. Cependant, la profession agricole ne peut jouer pleinement son rôle en la matière que si elle dispose de

propositions techniques et économiques adaptées à la diversité des situations et des demandes des producteurs. La recherche agronomique peut leur apporter un appui dans ce domaine tant du point de vue méthodologique que du point de vue du contenu technique et économique :

- élaboration de diagnostics concertés et identification conjointe des priorités de recherche ;
- mise au point de références techniques et économiques à travers la conduite conjointe d'expérimentations et leur évaluation économique et sociale ;
- identification concertée des conditions d'adoption par les producteurs des références mises au point (approvisionnement en intrants, crédit...)

LA CONCEPTION DE DISPOSITIFS INSTITUTIONNELS D'APPUI ET DE CONSEIL AUX PRODUCTEURS

Deux questions principales sont en débat : comment organiser la coopération entre les organisations, la recherche agronomique et les organismes de développement ? Quels dispositifs mettre en place pour la diffusion de l'information technique et économique et pour répondre aux multiples besoins de formation qu'expriment les organisations, leurs responsables et leurs adhérents ?

La recherche agronomique a sans doute un rôle à jouer dans ce domaine, en relation bien sûr avec les organisations, mais aussi avec les autres acteurs institutionnels. Elle peut en particulier :

- contribuer à exercer une fonction d'observation (suivi-évaluation) des différents dispositifs qui se mettent en place ;
- être associée à la définition de dispositifs institutionnels adaptés à la diversité des situations et des configurations institutionnelles.

LES COMPROMIS INSTITUTIONNALISÉS ENTRE ACTEURS

Les compromis institutionnalisés entre les différents acteurs restent encore le plus souvent à construire, tant à l'échelon local qu'aux autres niveaux de prise de décision (filères par exemple). La négociation de tels compromis revient aux seuls acteurs économiques et institutionnels concernés.

Le programme Agricultures familiales pourrait envisager deux types de contributions. Tout d'abord, faciliter l'accès des différents acteurs, et singulièrement des producteurs organisés, aux informations nécessaires à la négociation. Dans les domaines technique ou économique, en matière de gestion des ressources naturelles, d'économie des filières ou de politiques agricoles, il serait sans doute fort utile que les résultats de la recherche soient portés à la connaissance de tous les acteurs concernés par les concertations et les négociations. Ensuite, la recherche pourrait aussi contribuer à renforcer la capacité de négociation des organisations paysannes : utilisation de l'information disponible, définition d'objectifs et de propositions en relation avec les adhérents, communication interne, construction d'argumentaires et négociation...

Elargissement et mise en perspective

La réflexion sur les organisations paysannes recoupe et s'insère dans une réflexion plus globale sur la recomposition des modes de régulation économique et sociale, qu'il s'agisse des modes de régulation sectoriels ou territoriaux, à l'échelle locale, régionale ou nationale. Elle rejoint ainsi d'autres travaux sur les thèmes de l'économie des filières, des marchés internationaux de produits agricoles ou des politiques publiques destinées à l'agriculture.

Le débat actuel, particulièrement médiatisé, sur la mondialisation et la globalisation n'exprime pas seulement l'interdépendance croissante des espaces économiques, il exprime aussi l'émergence de nouvelles règles de fonctionnement. Ainsi, à l'échelon des marchés

internationaux, il est possible de relever la fin ou la fin probable des accords spécifiques par produit et la fin des régimes préférentiels. A l'échelon national et concernant les conditions de la mise en marché, on constate la fin progressive des protections (protections tarifaires, mécanismes compensatoires, systèmes de stabilisation...). Les acteurs économiques de base – les producteurs et leurs organisations, les entreprises – se trouvent désormais face à un marché beaucoup plus concurrentiel du côté de l'offre, mais aussi, dans le cas de certaines productions d'exportation, face à un marché marqué par de forts phénomènes de concentration du côté de la demande. Pour de nombreux produits, les macroacteurs ne sont plus des Etats, mais quelques grandes firmes qui contrôlent des parts significatives des marchés, et qui s'imposent de fait comme les nouveaux interlocuteurs.

Cette nouvelle donne appelle de nouvelles interfaces, de nouveaux systèmes d'intermédiation parmi lesquels les organisations paysannes devront trouver leur place. En effet, comment s'organiser au sein de chaque espace national pour affronter la concurrence et comment gérer la négociation avec les nouveaux opérateurs du marché ?

Pour que les organisations paysannes puissent trouver leur place, il faut bien sûr tout d'abord qu'elles puissent s'exprimer, exprimer leurs besoins, formuler leurs objectifs, ce que Hirschman appelle la "prise de parole". C'est tout l'enjeu des dispositifs d'appui qui ont été rappelés précédemment. Mais il s'agit également d'organiser cette prise de parole. Concrètement, dans quels cadres organiser la concertation entre acteurs pour engager les négociations permettant de déboucher sur de nouveaux compromis institutionnalisés, qui permettront de répartir les coûts et les bénéfices, les devoirs et les droits entre les producteurs et leurs organisations, les commerçants, les industriels, les exportateurs éventuels, l'Etat... sur la base d'objectifs sectoriels ou territoriaux communs ?

Ce champ de négociation renvoie aux stratégies de développement sectoriel ou aux stratégies de développement local qui sont les cadres d'expression des objectifs des différents acteurs du développement, dont les organisations paysannes. Ce thème d'intervention complémentaire – plus englobant –, et dans lequel le programme Agricultures familiales développe déjà des travaux, devra être poursuivi, en synergie avec la dynamique de recherche sur les organisations paysannes.

L'émergence d'une recherche sur les systèmes agroalimentaires localisés

HUBERT DEVAUTOUR, Cnearc, Cirad-tera, Montpellier, France

JOSÉ MUCHNIK, Inra, Cirad-tera, Montpellier, France

DENIS SAUTIER, Cirad-tera, Montpellier, France

La période actuelle de mondialisation de l'économie est aussi, paradoxalement, celle de la crise du développement agricole basé sur la production de masse et la standardisation. Le nouveau modèle de développement agricole qui commence à se constituer, au Nord comme au Sud, prend en compte de nouvelles contraintes : problèmes environnementaux, organisation des sociétés rurales, crise de l'emploi, nouveaux risques alimentaires et nouvelles exigences sur le plan de la qualité, demande de produits spécifiques.

Un constat et des enjeux

Dans les pays du Sud, ce "retour du local" s'observe en particulier dans les régions engagées dans des procédures de décentralisation et de désengagement de l'Etat et dans des filières autrefois administrées selon un modèle d'intégration verticale. Il coïncide aussi fréquemment avec la construction de politiques publiques revalorisant l'emploi rural, l'agriculture familiale et l'équilibrage du développement territorial : dans de nombreux pays, en effet, les systèmes agroalimentaires centralisés, intégrés au marché global sur la base d'une production de masse, rencontrent des limites sociales, techniques, écologiques et économiques.

La globalisation des échanges entraîne de son côté de fortes recompositions sociales et économiques. Les interdépendances à large échelle rendent les économies locales plus fragiles. Mais cette économie de plus en plus ouverte est aussi de plus en plus "relationnelle". Les effets de proximité et les interactions entre les entreprises, entre les entreprises et leurs clients, entre les entreprises et les institutions locales acquièrent une importance croissante dans les dynamiques économiques. L'efficacité relationnelle, la qualité des institutions publiques et privées, les capacités d'apprentissage et de coordination comptent de plus en plus dans la nouvelle compétitivité des organisations. C'est pourquoi chercheurs et décideurs redoublent d'attention sur l'analyse des phénomènes localisés de croissance économique. Depuis quelques années est apparu, dans la littérature spécialisée comme dans les politiques de développement,

un nouvel acteur : le territoire. De nouvelles questions surgissent autour de ces centres d'intérêt : quelles interactions entre le développement agroalimentaire local et les dynamiques territoriales ? De manière plus concrète : quel avenir pour un fromage local du nord-est du Brésil dans le contexte du Mercosul qui ouvre à la concurrence des fromages standardisés produits dans d'autres régions du Cône Sud ? Quel espace, en Afrique, pour les bières locales par rapport aux bières "standardisées" ?

Ces questions nous renvoient à une problématique spécifique, construite à partir de diverses situations de terrain : quels sont les facteurs de compétitivité de ces systèmes agroalimentaires localisés ? Comment la coordination et la coopération entre acteurs individuels, collectifs et publics sur un territoire donné peuvent-elles contribuer à cette compétitivité ? Quel rôle peuvent jouer les dispositifs localisés de production de connaissance ? Comment se combinent ressources locales et ressources extérieures dans les processus territorialisés d'innovation ?

A partir d'expériences de terrain

Ces nouvelles questions sont issues d'une expérience et de résultats accumulés au travers de plusieurs projets de recherche, tant en Amérique latine qu'en Afrique. Nous avons choisi d'en développer plus particulièrement deux, en cours de réalisation en Afrique de l'Ouest avec des partenaires du Bénin, du Burkina Faso et du Sénégal.

Action de valorisation des savoir-faire agroalimentaires locaux

Le projet Aval (Action de valorisation des savoir-faire agroalimentaires locaux) se développe depuis fin 1994 avec le soutien du ministère français des affaires étrangères, de la coopération et de la francophonie. Ce projet s'est construit autour de deux hypothèses centrales :

- la valorisation des produits locaux pour reconquérir les marchés urbains passe par une diversification de l'utilisation de ces produits et par une adaptation de leur qualité aux exigences du marché ;
- la diversification de l'utilisation de ces produits locaux passe par une diffusion des savoir-faire agroalimentaires, savoir-faire qui sont au coeur de la maîtrise des techniques.

Le projet Aval a permis l'organisation d'actions centrées sur des échanges de savoir-faire entre des femmes artisans et des restauratrices, ainsi qu'entre les acteurs et la recherche. Les savoir-faire sont entendus comme le capital de connaissances qui permet de mettre en oeuvre des techniques localisées spatialement, constituées historiquement et portées institutionnellement. L'accent est mis en particulier sur le secteur de la restauration, car :

- les acteurs ont une bonne connaissance des évolutions de la consommation alimentaire ;
- ils sont un facteur de diffusion des produits et des techniques de la sphère marchande vers la sphère domestique.

Alimentation, innovation et savoir faire agroalimentaires

Le projet Alisa (Alimentation, innovation et savoir faire agroalimentaires), initié fin 1996, est un projet Inco de l'Union européenne, en partenariat avec le programme agroalimentaire de Cirad-amis. L'objectif central est d'étudier les interrelations entre d'une part l'évolution des styles alimentaires et d'autre part la diffusion et l'adaptation des savoir-faire dans les processus d'innovation agroalimentaire. Cette étude passe par :

- la constitution de systèmes d'information opérationnels sur l'évolution des styles alimentaires (y compris sur les "savoir-utiliser" : savoir choisir, savoir préparer et savoir consommer) ;
- l'étude des mécanismes d'acquisition, de transmission et de diffusion des savoir-faire agroalimentaires dans quelques secteurs-clés.

Les résultats de ces deux projets en Afrique de l'Ouest nous permettent d'avancer quelques réflexions qui rejoignent certaines questions transversales du programme Agricultures familiales autour des formes de coordination entre acteurs, des modes de régulation, de l'innovation et des formes de changement.

IL NE FAUT PAS SÉPARER DANS L'ANALYSE LA CONSOMMATION ET LES ACTIVITÉS DE PRODUCTION AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE

Le produit alimentaire, comme objet technique, est la résultante d'actions de production et d'actions d'utilisation de ce produit. Par ailleurs, E. Cheyns a montré que la représentation du mode d'élaboration du produit qu'a le consommateur influe sur sa décision de consommer.

LA QUESTION N'EST PAS TANT CELLE D'UN PILOTAGE PAR L'AVAL OU D'UN PILOTAGE PAR L'AMONT QUE CELLE DE L'INTERACTION ENTRE PRODUCTION, INTERMÉDIATION ET CONSOMMATION

Au Burkina-Faso, dans le cas du maïs, c'est la dynamique de production qui a émergé en premier. Au Bénin, dans le cas de l'*attiéké*, on a d'abord noté une diffusion de la consommation à partir du produit importé de Côte d'Ivoire. Dans les deux cas, c'est la capacité du secteur d'intermédiation à interagir avec la production et la consommation qui permet de valoriser les productions de l'agriculture familiale en répondant aux exigences du marché.

IL N'EST PAS POSSIBLE DE SÉPARER LE RURAL ET L'URBAIN

La capacité d'interaction du système d'intermédiation est en particulier fondée sur des réseaux familiaux et sociaux qui traversent les espaces ruraux et urbains : migrations temporaires, échanges de travail, échanges de produits, échanges de savoir-faire... Il n'est donc pas possible de séparer le rural et l'urbain dans l'analyse. La notion de territoire comme espace construit socialement, marqué culturellement et régulé institutionnellement prend ici son intérêt par rapport à la notion du seul espace géographique.

LES FORMES COMBINÉES SONT EFFICACES

Les projets Aval et Alisa nous ont permis de mettre en évidence l'efficacité des formes combinées :

- dans la transmission des savoir-faire : dans les échanges entre opératrices, les femmes réagissent différemment à l'échange de savoir-faire selon le cadre de cet échange (entre pays, à l'intérieur du territoire national ou à proximité) ; entre la recherche et les acteurs, il y a combinaison de savoirs empiriques et de savoirs scientifiques, de savoir-faire et de savoirs formalisés ;
- dans les institutions, il y a combinaison des institutions coutumières et modernes (comme le montre la thèse de Paul Bom Konde sur le rôle des institutions dans la sélection des innovations) ;
- dans les techniques, il y a combinaison d'opérations et de techniques spécifiques avec des opérations et des techniques génériques.

DE NOUVELLES FORMES DE COORDINATION ENTRE ACTEURS SONT MISES EN ÉVIDENCE

Les actions d'échange de savoir-faire ont servi de support à l'organisation des acteurs (création d'organisations socio-professionnelles). On note que ces organisations, créées le plus souvent autour d'un rôle économique (levée d'une contrainte à l'accès au crédit, accès à des marchés

plus importants...), débouchent, dans le cas des organisations issues des actions du projet Aval, vers :

- un rôle technique (échanges et conseils techniques entre les membres, formations) ;
- un rôle politique dans la négociation de l'action publique et de la législation.

LES ACTIONS DE TRANSMISSION ET DE DIFFUSION DES SAVOIR-FAIRE S'ARTICULENT AVEC LE DÉVELOPPEMENT D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES PRODUCTIVES

Les savoirs et les compétences des acteurs, ainsi que les dispositifs cognitifs qui permettent leur élaboration et leur transmission sont au coeur de la construction de la territorialité (relations entre acteurs autour de processus cognitifs). Cette dynamique de transmission, d'apprentissage et de formation influence la capacité locale de transmission à actualiser ou à développer des activités productives.

La construction d'une démarche

En fonction des enjeux et des acquis que nous venons d'exposer, nous nous proposons de développer une thématique de recherche sur les systèmes agro-alimentaires localisés (Syal), définis comme *"des organisations de production et de services (unités de production agricole, entreprises agroalimentaires, commerciales, de service, de restauration...) associées de par leurs caractéristiques et leur fonctionnement à un territoire spécifique. Le milieu, les produits, les hommes, leurs institutions, leurs savoir-faire, leurs comportements alimentaires, leurs réseaux de relations se combinent dans un territoire pour produire une forme d'organisation agroalimentaire à une échelle spatiale donnée"* (Cirad-sar, 1996).

L'objectif central est de construire une recherche finalisée sur les systèmes agroalimentaires localisés, ce qui implique, en interaction avec les acteurs locaux et les institutions concernées :

- de caractériser le rôle du territoire comme "ciment" des dynamiques organisées autour des activités agroalimentaires ;
- d'identifier des dynamiques territoriales sur lesquelles les décideurs pourraient bâtir des politiques de développement local ;
- de formaliser des démarches, des outils et des méthodes d'appui à ces dynamiques territoriales.

Nous formulons deux hypothèses principales. L'une concerne les formes d'utilisation des ressources spécifiques à un territoire, l'autre porte sur les formes de coordination entre acteurs et institutions :

- les systèmes agroalimentaires localisés possèdent des avantages compétitifs qui sont étroitement associés à l'activation de leurs ressources spécifiques, et à leur capacité à combiner celles-ci avec des ressources externes au territoire ;
- l'efficacité dans l'activation et la combinaison de ressources spécifiques est fortement conditionnée par les formes d'apprentissage et de coordination territoriale entre acteurs individuels, collectifs et publics.

La démarche que nous proposons comprend trois phases distinctes qui se structurent de manière générale selon une séquence observation-analyse-scénarios d'action :

- dans une première phase, il s'agit d'observer et de décrire de manière fine les caractéristiques des systèmes agroalimentaires localisés dans différents terrains ;
- dans une deuxième phase, il est nécessaire de caractériser les ressources spécifiques et les formes de coordination territoriale associées à leur mise en valeur ;
- dans une troisième phase, il s'agit de préciser, sur la base des observations et des analyses

précédentes, la configuration des systèmes locaux d'innovation et le rôle que les différents acteurs – individus, groupes, collectivités locales, institutions publiques et tout particulièrement la recherche – peuvent jouer pour les renforcer.

Conclusions de l'atelier

BRUNO LOSCH, Cirad-tera, Montpellier, France

Séance sous la présidence de Philippe Lacombe, avec la participation de Michel Dron, directeur scientifique, et Jacques Meunier, directeur scientifique adjoint du Cirad

Introduction aux débats

Le programme Agricultures familiales a pour mandat une recherche en coopération centrée sur l'analyse de la diversité des acteurs du monde rural et des phénomènes de changement. Ses objectifs sont d'étudier et de mieux comprendre comment s'effectuent les adaptations des agricultures aux mutations techniques, économiques et sociales de la période actuelle, afin de repérer des thèmes stratégiques pour l'action et de contribuer aux travaux conduits par le Cirad et ses partenaires en termes d'approche régionale et d'approche "filière".

Les contributions de nos invités extérieurs nous ont permis d'éclairer le débat, de préciser le positionnement du programme et d'améliorer notre référentiel par les recherches conduites par d'autres équipes sur la même thématique.

La présentation de quelques-uns de nos travaux a donné l'occasion d'illustrer leur diversité. Une entrée géographique, avec l'expérience du "terrain Brésil", a montré comment s'était construite dans la durée une problématique de recherche dont les résultats alimentent les différents axes d'investissement du programme. Les deux entrées thématiques ("savoir-faire et innovations agroalimentaires" et "dynamiques des organisations paysannes") ont fourni une illustration de l'intérêt d'une approche comparative de situations locales à partir d'une question de recherche.

Au-delà du sentiment de profusion des objets d'étude, de la diversité des implantations et des implications, émergent des axes de capitalisation récurrents qui portent sur les formes d'adaptation aux changements, sur les processus de coordination, les dynamiques institutionnelles et les phénomènes d'innovation.

Les débats qui ont suivi chaque intervention ont permis d'améliorer les questions de recherche et en particulier d'attirer l'attention sur plusieurs tendances qui caractérisent la période actuelle, marquée par une concurrence et une instabilité accrues, liées aux nouvelles règles de fonctionnement des marchés. Il nous semble que trois phénomènes méritent d'être soulignés.

Il s'agit tout d'abord des nouvelles opportunités de production. Si la croissance des volumes

reste un objectif, la différenciation des qualités offre des champs d'investissement renouvelés : la qualité des produits, mais aussi les manières de produire, en référence à des savoir-faire locaux ou à des normes internationales émergentes, constituent de nouveaux marchés pour les agricultures familiales. Ces opportunités impliquent un renforcement des capacités d'action des agriculteurs et des mécanismes de coordination, sur le plan territorial comme sur le plan sectoriel.

Il s'agit ensuite de l'émergence de nouvelles fonctions pour l'agriculture qui dépassent le strict domaine de la production agricole et qui découlent des exigences liées à la recherche d'un développement durable et plus équilibré, avec une meilleure gestion des ressources naturelles et une meilleure répartition des activités et des hommes sur les territoires. Ce changement de paradigme correspond au passage d'une approche sectorielle et productiviste de l'agriculture à une approche multifonctionnelle : nouvelles façons de produire attentives à l'environnement, productions de services liés à l'entretien de l'espace rural, des paysages, des ressources (eau, fertilité, biodiversité) et à la gestion des externalités (pollution, déforestation, etc.). Par leur ancrage dans les territoires et le local, les agricultures familiales bénéficient d'atouts majeurs pour prendre en charge ces nouvelles perspectives de la ruralité.

Il s'agit enfin des phénomènes de recomposition entre les champs du privé et du public. Le retrait de l'Etat de nombreux secteurs d'activité par la privatisation et la déréglementation s'est traduit par un nouvel environnement de la production agricole et le transfert de nombreuses charges aux agriculteurs et à leurs organisations. Ces changements impliquent la définition de nouvelles règles du jeu, une concertation entre les différents acteurs à l'échelon sectoriel et territorial et l'élaboration de nouveaux compromis sur la place de l'agriculture familiale en termes de production, d'emploi, de gestion des ressources, de cohésion sociale, etc.

Ces trois grands champs d'évolution renforcent l'intérêt d'engager une capitalisation sur les mécanismes institutionnels, les modes de coordination et de régulation. Mais ils confirment aussi, en regard des enjeux, la nécessité d'orienter les activités de recherche-action vers le renforcement des capacités d'analyse, de proposition et de négociation des acteurs du milieu rural.

Résumé de la discussion

Le point marquant des débats a porté sur la validation du positionnement du programme et de ses orientations : sa légitimité est acquise.

Les objectifs du programme et les trois axes thématiques (stratégie des acteurs et aide à la décision ; organisations, institutions et services ; valorisation des productions et développement local) sont confortés, ainsi que les trois thèmes transversaux de capitalisation (formes de coordination entre acteurs ; élaboration et évolution des mécanismes de régulation ; conditions d'émergence des innovations et effets sociaux des changements techniques, économiques et organisationnels).

Le fonctionnement des agricultures familiales implique de s'intéresser aussi à leur amont, à leur aval et aux conditions de transformation des produits, ainsi qu'à leur insertion dans les espaces plus englobants (niveaux régional, national et international).

Les principaux avis et conseils qui ont été formulés ont porté sur trois principaux domaines : l'approfondissement de certaines thématiques transversales ou plus spécifiques, la hiérarchisation des priorités de travail et le dispositif, ainsi que la nécessité d'une lisibilité accrue.

L'approfondissement de certaines thématiques transversales ou plus spécifiques

De par sa place dans la gestion des espaces et des ressources, l'agriculture familiale va être amenée à jouer un rôle croissant, alors que certains courants de pensée la considéraient comme une forme de production et d'organisation en voie de marginalisation. Dans de nombreux pays, les débats publics portent sur les conditions d'une reconquête vertueuse de l'espace rural et sur les nouvelles fonctions de l'agriculture. C'est le cas en France avec la nouvelle Loi d'orientation agricole en préparation, qui met en avant la relation entre les hommes, les produits et les territoires. Le programme doit clairement investir ce sujet majeur et s'intéresser en particulier à la pluriactivité rurale, aux microentreprises, aux modalités de gestion des externalités et des biens publics, en prenant en compte la spécificité des pays du Sud. Il devrait prendre également en compte plus explicitement la question foncière.

La hiérarchisation des priorités de travail et le dispositif

La grande variété des situations et des thèmes étudiés militent pour une hiérarchisation accrue des activités. Au-delà de l'intérêt des approches comparatives, il semble souhaitable de concentrer les efforts sur certaines situations géographiques, avec comme objectif de mener de front des investissements sur les trois grands axes du programme.

Il y aurait un grand intérêt pour le programme à développer des activités plus suivies et à construire une véritable implantation dans les pays asiatiques.

La nécessité d'une lisibilité accrue

La grande diversité des formes d'agricultures familiales – de par leur rapport au foncier, la nature des activités productives, l'espace naturel qu'elles exploitent, les modalités de l'organisation familiale et sociale, etc. – milite pour une clarification de l'objet de recherche. Il existe sûrement un intérêt à améliorer la connaissance intrinsèque de cette diversité, à essayer de la formaliser par une typologie. Toutefois, l'accent a été mis sur la perspective dynamique et l'analyse du changement, plutôt que sur la définition statique ("le devenir plutôt que le seul définir").

Le positionnement et l'assise théorique du programme doivent être affirmés. Les approches institutionnalistes sont claires, mais ne doivent pas ignorer des développements plus "standards". Les hypothèses de travail et le référencement des recherches doivent être systématiquement explicités et il serait utile de réaliser plus largement un état de l'art dans le domaine de l'étude des agricultures familiales. Ce bilan permettra de positionner le programme dans le champ du connu, par rapport aux acquis préexistants, aux autres équipes et de mieux mesurer son apport original dans l'analyse du changement et de l'évolution des agricultures.

Programme de l'atelier de travail sur les agricultures familiales.

Cirad, Montpellier, 2 et 3 février 1998

Lundi 2 février 1998

Echanges de vues sur la thématique "Agricultures familiales" : définition, outils, trajectoires de recherche

- 9h00-10h00 : Présentation de l'atelier
Présentation du programme "Agricultures familiales" et propositions initiales de recherche (B. Losch).
- 10h00-10h30 : Premières réactions
- 10h45-12h45 : **Présentation des approches, références théoriques et travaux de personnalités extérieures, sur le thème des agricultures familiales**
P. Lacombe (Ensam, Montpellier)
P. Campagne (Iam, Montpellier)
H. Lamarche (Cnrs, Paris X Nanterre)
- 14h15-16h00 : M. Haubert (Iedes, Paris)
A. Hall (London School of Economics and Political Sciences, Londres).
- 16h30-18h00 : R. Furtado (Universidade do Ceara, Brésil) et R. Abramovay (Universidade de São Paulo, Brésil)

Mardi 3 février 1998

Présentation de problématiques et d'activités de recherche en coopération du programme Agricultures familiales (exposés et débats).

- 9h00-10h30 : Activités de recherche sur l'agriculture familiale au Brésil (S. Bainville, P. Bonnal, P. Caron, C. Cerdan, E. Sabourin, D. Sautier)
- 10h45-11h15 : Alimentation, savoir-faire et innovations agroalimentaires en Afrique de l'Ouest (H. Devautour, J. Muchnik)
- 11h15-12h45 : Dynamiques des organisations paysannes et recompositions institutionnelles (P.M. Bosc, M.R. Mercoiret)
- 14h15-16h00 : Synthèse des débats et perspectives de collaboration (sous la présidence de P. Lacombe).

Liste des participants à l'atelier

R. ABRAMAOVAY, Universidade do São Paulo, Brésil
S. BAINVILLE, Cirad-tera, Agricultures familiales
J.F. BELIÈRES, Cirad-tera, Agricultures familiales
M. BENOIT-CATTIN, Cirad-amis, Ecopol
P. BOM KONDE, Cirad-tera, Agricultures familiales
P. BONNAL, Cirad-tera, Agricultures familiales
P.M. BOSC, Cirad-tera, Agricultures familiales
F. BOUCHER, Cirad-tera, Agricultures familiales
C. BOURDEL, Cirad-tera, Agricultures familiales
B. BRIDIER, Cirad-tera, Agricultures familiales
P. BULTEAU, Cirad-tera, Savanes et systèmes irrigués
P. CAMPAGNE, Iam, Montpellier
P. CARON, Cirad-tera, Espaces et ressources
C. CERDAN, Cirad-tera, Agricultures familiales
C. DARDÉ, Gret, Cirad-tera, Agricultures familiales
H. DEVAUTOUR, Cirad-tera, Agricultures familiales
M. DRON, Cirad, Direction scientifique
M. DULCIRE, Cirad-tera, Agricultures familiales
G. FAURE, Cirad-tera, Savanes et systèmes irrigués
J. FAYE, Cirad-tera, Agricultures familiales
S. FOURNIER, Cirad-tera, Agricultures familiales
R. FURTADO, Universidade do Ceara, Brésil
A. HALL, London School of Economics and Political Sciences, Royaume-Uni
M. HAUBERT, Iedes, Paris
P. LACOMBE, Ensam, Montpellier
H. LAMARCHE, Cnrs-Paris X, Nanterre
N. LAUDIE, Cirad-tera, Agricultures familiales
A. LEPLAIDEUR, Cirad-tera, Tropiques humides
B. LOSCH, Cirad-tera, Agricultures familiales
M.R. MERCOIRET, Cirad-tera, Agricultures familiales
J. MEUNIER, Cirad, Direction scientifique
A. MORENO, Cirad-tera, Agricultures familiales

J. MUCHNIK, Cirad-tera, Agricultures familiales
P. PESLAY, Cirad-tera, Agricultures familiales
J.P. PICHOT, Cirad-tera, Direction
G. RAYMOND, Cirad-ca, Coton
P. RONDOT, Cirad-tera, Agricultures familiales
E. SABOURIN, Cirad-tera, Agricultures familiales
D. SAUTIER, Cirad-tera, Agricultures familiales
N. SIBELET, Cirad-tera, Tropiques humides
J.P. TONNEAU, Cirad-tera, Direction
F. VARLET, Cirad-tera, Agricultures familiales
E. VIRICELLE, Cirad-tera, Agricultures familiales
J.M. YUNG, Cirad-tera, Agricultures familiales



Centre
de coopération
internationale
en recherche
agronomique
pour le
développement

**Département
Territoires,
environnement
et acteurs
Cirad-tera**

BP 5035
73, rue J.-F. Breton
34032 Montpellier
Cedex 1, France

téléphone :
04 67 61 58 00
télécopie :
04 67 61 12 23
www.cirad.fr